

Démasqués: **le nouveau pouvoir** **des faux-monnayeurs**

« Daß jede Nation verrecken würde, die, ich will nicht sagen für ein Jahr, sondern für ein paar Wochen die Arbeit einstellte, weiß jedes Kind. Ebenso weiß es, daß die den verschiedenen Bedürfnismassen entsprechenden Massen von Produkten verschiedene und quantitativ bestimmte Massen der gesellschaftlichen Gesamtarbeit erheischen. Daß diese Notwendigkeit der Verteilung der gesellschaftlichen Arbeit in bestimmten Proportionen durchaus nicht durch die bestimmte Form der gesellschaftlichen Produktion aufgehoben, sondern nur ihre Erscheinungsweise ändern kann, ist self-evident.

Naturgesetze können überhaupt nicht aufgehoben werden. Was sich in historisch verschiedenen Zuständen ändern kann, ist nur die Form, worin jene Gesetze sich durchsetzen. Und die Form, worin sich diese proportionale Verteilung der Arbeit durchsetzt in einem Gesellschaftszustand, worin der Zusammenhang der gesellschaftlichen Arbeit sich als Privataustausch der individuellen Arbeitsprodukte geltend macht, ist eben der Tauschwert dieser Produkte.

Die Wissenschaft besteht eben darin, zu entwickeln, wie das Wertgesetz sich durchsetzt. »

Karl Marx, Brief an Ludwig Kugelmann, II. Juli 1868

<https://marxwirklichstudieren.files.wordpress.com/2012/11/mew-band32.pdf>

Seiten 552-553

« Que chaque nation crèverait, qui cesserait de travailler, je ne veux pas dire pendant un an, mais pendant quelques semaines, chaque enfant le sait. Il sait également que les masses de produits correspondant aux différentes masses de besoins nécessitent des masses différentes et déterminées quantitativement de travail social global. Que cette nécessité de la distribution du travail social dans des proportions déterminées ne peut être abrogée par la forme déterminée de production sociale, mais peut changer seulement son mode de manifestation, c'est une évidence. Les lois de la nature ne peuvent absolument pas être abrogées. Ce qui peut changer dans des États historiquement différents, c'est seulement la forme par laquelle ces lois s'imposent. Et la forme par laquelle cette répartition proportionnelle du travail s'impose dans un État social, par laquelle la relation du travail social se fait valoir comme échange privé des produits du travail individuel, est précisément la valeur d'échange.

La science consiste précisément à établir comment la loi de la valeur s'impose. »

Karl Marx, lettre à Ludwig Kugelmann, 11 Juillet 1868

[Traduction TML]

Comme nous l'explique si bien le Dr. Valérie Bugault, (Dr. en droit... <https://youtu.be/AKaXg5755lk>), le chaos apparent de la situation actuelle, et apparemment dû au Covid-19, ne doit en réalité pas grand chose au hasard, même si ses conséquences sont concrètement une fatalité mortifère pour quelques dizaines de milliers d'êtres humains, à court terme, et certainement pour un nombre encore plus grand d'entreprises, à moyen terme, ce qui signifie également, mais carrément pour des millions de travailleurs, la mort sociale.

En tant que mise en œuvre concrète des théories du « chaos constructif » inspirées de Schumpeter et d'autres, il s'agit bel et bien d'une évolution accélérée des processus de gouvernance mondiale du capital financier, et non pas d'un chaos échappant à toute volonté politique cohérente et à tout contrôle de la part des « élites » de la finance mondialisée, et singulièrement, de la finance occidentale.

La question de savoir si le « déclencheur » Covid-19 est lui-même le fruit d'un réel hasard ou non est sans objet, dans la mesure où les élites financières qui conditionnent les politiques mondiales se sont emparées de cette « opportunité » pour donner un coup d'accélérateur brutal à une évolution qui était déjà « dans les tuyaux » depuis plusieurs années, et singulièrement, depuis 2008.

Comme on l'a déjà vu, la solution imposée à court terme de la crise de 2008, en injectant une masse colossale de liquidités dans l'ensemble du système, n'a permis que le sauvetage de la face financière du système, et non pas la relance de l'économie productive, supposée relancer la consommation et la croissance économique. De ce côté l'effet s'est limité, peu ou prou, à figer la situation, les rares avancées compensant difficilement les reculs.

Le piège inévitable de ce processus s'est rapidement avéré être la reconstitution d'une bulle financière au moins équivalente à celle qui avait mené à la crise de 2007-2008.

Récapitulatif des marchés > CAC 40

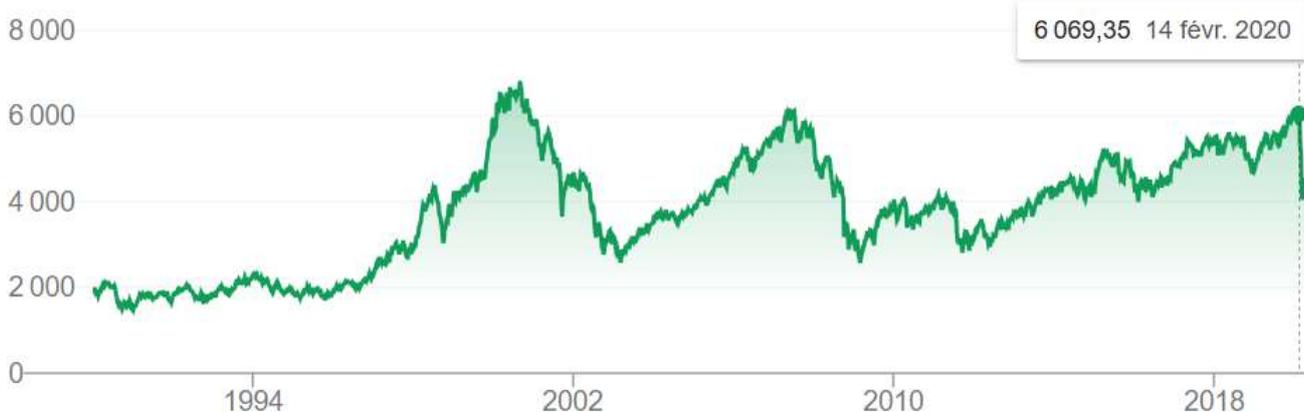
INDEXEURO: PX1

+ Suivre

4 400,32 +42,86 (0,98 %) ↑

22 avr. à 11:21 UTC+2 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois 6 mois YTD 1 an 5 ans **Max.**



Récapitulatif des marchés > FTSE 100

INDEXFTSE: UKX

+ Suivre

5 724,45 +83,42 (1,48 %) ↑

22 avr. à 10:42 UTC+1 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois 6 mois YTD 1 an 5 ans **Max.**



Récapitulatif des marchés > Dow Jones Industrial Average

INDEXDJX: .DJI

+ Suivre

23 018,88 -631,56 (2,67 %) ↓

21 avr. à 17:26 UTC-4 · Clause de non-responsabilité

1 jour

5 jours

1 mois

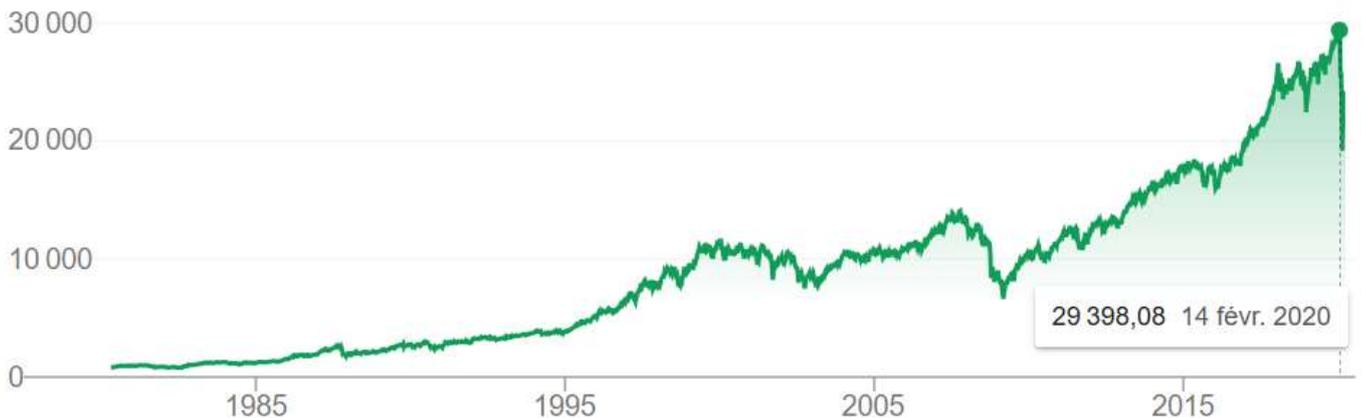
6 mois

YTD

1 an

5 ans

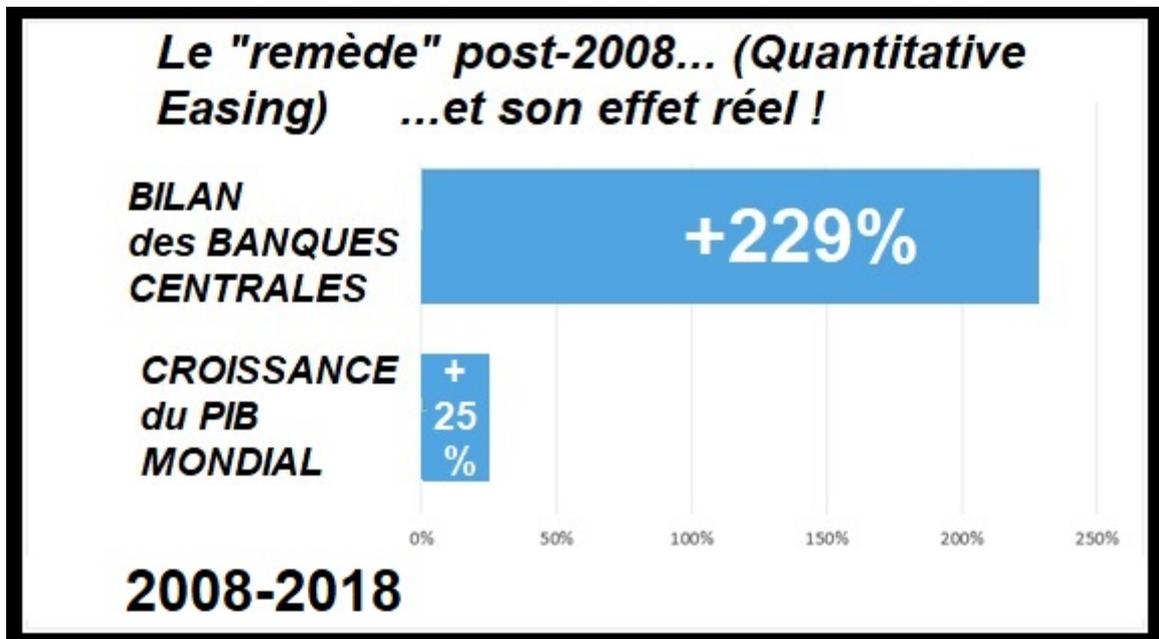
Max.



Avec cette différence que le remède « planche à billet » ne peut être renouvelé sans condamner à nouveau, et à plus court terme, encore, toute chance de développement économique.

Le différentiel, devenu exponentiel, entre la face « économie réelle » et la face principalement financière du système, impose donc, comme condition d'un nouveau « sauvetage » du capitalisme, la destruction simultanée d'une grande partie des forces productives, qui ouvre le champ de ruines d'un développement de « reconstruction », comme cela s'est produit après les dernières guerres mondiales, et la destruction d'une partie importante des capitaux financiers eux-mêmes, de façon à prémunir le système contre la reconstitution trop rapide d'une nouvelle « bulle financière » qui menacerait même cette « chance de la reconstitution » !

C'est donc là en partie la différence entre la « gestion » de cette crise par les « autorités financières », dont notamment les banques centrales, lors de cette « crise » actuelle, et lors de la « solution Quantitative Easing » de celle de 2008.



Mais ce n'est pas encore là l'essentiel.

Si la solution « QE » a échoué à « relancer l'économie », ce n'est pas seulement ni même, essentiellement, le résultat d'une « mauvaise volonté » des investisseurs. C'est, tout simplement, l'aboutissement, et même l'accélération, d'une évolution des forces productives.

La croissance, encore relativement importante, sinon exponentielle, des forces productives, jusqu'au tournant des années 70, reposait sur la valorisation également encore très importante du capital dans le processus de production, qui était donc encore la base principale du processus d'accumulation du capital.

Le processus dit de « financiarisation » du capitalisme, apparu au cours des années 80, n'est pas du à un revirement de politique « mal intentionné » des investisseurs, mais tout simplement à une chute de plus en plus drastique de la rentabilité des investissements « productifs », c'est à dire se portant directement dans l'activité économique réelle, et non dans la spéculation sur les valeurs mobilières, dont les valeurs boursières.

Paradoxalement, mais seulement en apparence, c'est bien l'augmentation considérable de la productivité du travail qui est à l'origine de cette chute de rentabilité des capitaux « productifs ». En effet, l'augmentation de la productivité du travail n'est pas due à une multiplication exponentielle ni de la force physique des prolétaires, ni même de leur habileté manuelle, mais bien de la progression des technologies de production, et

singulièrement, de l'automatisation de plus en plus grande, et de l'extension de la robotisation.

Or, dans le monde de la concurrence effrénée que se livrent les capitalistes pour la conquête de plus en plus vaste de « parts de marché », la « victoire » et la domination des marchés appartiennent à celui qui tient les prix les plus bas face à la concurrence, réduit ses marges, et tend vers la limite de vendre presque au « prix coûtant », sinon tout à fait, et même provisoirement en dessous, en situation de « dumping ».

Dans la mesure où ce « prix coûtant » (...ou presque) comportait encore une part importante d'amortissement du coût de la main-d'œuvre, sous la forme des salaires, une part également importante du capital investi retournait donc dans le circuit économique et permettait donc d'entretenir le cycle « production-consommation » à un niveau suffisamment élevé pour continuer le développement économique, l'accumulation de plus-value et son réinvestissement dans le circuit productif.

Avec l'extension de l'automatisation et de la robotisation, si la productivité individuelle de chaque travailleur se trouve décuplée, la nécessité d'utiliser de la main-d'œuvre, du « travail vivant », se trouve, elle, drastiquement réduite pour aboutir à une même quantité de produits finis, supposés répondre à une demande du marché, qui se trouve en réalité désormais réduite du fait de la non-réinjection d'une partie du capital dans le circuit de la consommation, détruisant ainsi la dynamique de « croissance » du cycle « production-consommation ».

Bien entendu, il s'agit là d'un résumé simplifié de la tendance générale, de la tendance de fond et « durable », celle que le capitalisme ne peut enrayer, précisément parce que, comme nous l'explique Marx, cité en exergue, c'est la manière dont la loi de la valeur s'impose avec le développement actuel des forces productives.

C'est donc là le sens général du courant des flux de capitaux mondialisés. Bien entendu, lorsqu'on y regarde de plus près, et surtout, localement, il y a différents types de contre-courants, qui peuvent donner l'impression, à un observateur qui ne voit qu'un aspect local et/ou partiel du problème, tout comme face au contre-courant d'un fleuve causé par un obstacle saillant sur la berge, que le sens du courant n'est que celui qu'il voit à cet endroit et à cet instant, mais cela n'inverse pas le sens du flux général dominant.

Bien entendu le capital fait tout ce qu'il peut pour entretenir et accentuer ces contre-courants, notamment par le développement du secteur tertiaire et d'une économie de services pléthoriques, et surtout par les délocalisation, mais ce faisant, il ne fait que retarder de peu l'échéance, et notamment, celle de l'appauvrissement des marchés occidentaux, qu'il accentue même, en fait, tant en valeur absolue qu'en potentiel de développement.

Au tournant des années 80 tous les ferments d'une crise majeure s'étaient donc déjà accumulés et ce n'est que le ballon d'oxygène chinois qui a permis le sauvetage provisoire du système. Mais ballon d'oxygène provisoire vu qu'il ne reposait, précisément, que sur la désindustrialisation des pays occidentaux, sans générer, pour autant, un marché chinois suffisamment endogène, même encore aujourd'hui (1). Outre que l'interdépendance est finalement un talon d'Achille pour l'ensemble comme pour chacun des deux « partenaires », US et chinois, elle n'a pas empêché l'accumulation d'un nouveau pôle financier en Chine, générateur, en tant que challenger de l'impérialisme US, d'une nouvelle rivalité à l'échelle planétaire, et donc de nouvelles tensions internationales (2).

Mais la loi d'airain du développement des forces productives capitalistes s'applique néanmoins tout autant au nouveau géant chinois et à son tour il n'échappe pas à la pente de la délocalisation, de l'automatisation, de la robotisation, de la tertiariation, etc...

Simplement, il se trouve que dans le conflit US-Chine, la Chine est la puissance encore en croissance, celle qui continue d'accumuler du capital financier sur la base de son secteur productif, et elle n'avait donc aucun intérêt, dans cette rivalité, à voir son appareil productif arrêté ou même ralenti.

Néanmoins, à terme, ses contraintes de développement sont les mêmes que celles de l'Occident, même si elle semble suivre un modèle différent, en tant que superstructure étatique.

De fait, par la structure particulièrement bureaucratique et autoritaire du fonctionnement de son capitalisme financier monopoliste d'État, elle a même, et tout aussi paradoxalement, mais en apparence seulement, des possibilités d'adaptation et de mutation bien plus rapides et efficaces que l'Occident.

En effet, dans une société industrielle de plus en plus robotisée, si l'exploitation du « travail vivant » cesse progressivement d'être une source de plus-value et d'accumulation de capital, le contrôle de l'appareil productif n'en continue pas moins, et même d'autant plus, à être la seule base de la domination de classe, par la simple et seule dépendance dans laquelle il peut maintenir les classes populaires, pour la satisfaction de leurs besoins les plus élémentaires.

A terme la tendance n'est donc plus nécessairement à la surproduction de bien de consommation, superfétatoires ou non, mais à l'entretien et au maintien de la dépendance des populations, indépendamment de la marge « bénéficiaire » réalisable sur une consommation relativement réduite, voire même, réduite au strict nécessaire de survie acceptable « culturellement » et même « idéologiquement », avec le conditionnement adapté, sous des prétextes "écologiques" ou autres.

En effet, dans une économie entièrement robotisée et monopolisée, le revenu des populations ne provenant plus, pour l'essentiel, de leur travail, mais des subsides artificiellement et monétairement créés par le système, sous forme de « revenu universel » ou autre, la notion de valeur créée par le travail disparaît également et l'accumulation de « capitaux », au sommet de l'échelle sociale, tout comme la « création monétaire », nécessaire au fonctionnement de l'ensemble, n'est plus qu'un jeu d'écritures comptables où la classe dominante inscrit son propre pouvoir sur des lignes de « crédit » qui n'ont d'autre sens réel que la répartition qu'elle décide de ce pouvoir entre ses membres cooptés.

En réalité, on le voit bien depuis 2008, et encore plus avec la présente et pseudo « crise du Covid-19 », simple palier dans cette « évolution », c'est déjà exactement ce qui est en train de se produire, même si cette « mutation » doit nécessairement rester encore quelque temps « compatible » avec les restes du capitalisme plus « traditionnel », de façon à s'opérer sans résistance réelle d'aucune sorte, et évidemment, sans soulèvement des classes populaires, éventuellement désireuses de se voir restituer ce fruit de leur travail passé et encore actuel, que représente l'appareil industriel moderne.

Bien entendu, tant que l'exploitation du « travail vivant » reste une source de plus-value potentielle, et même, tant qu'elle n'est pas tarie jusqu'à la dernière goutte, cette source reste un enjeu majeur des luttes intestines du

capital. Mais depuis des années déjà, les fractions les plus « modernistes » du capital financier, celles qui sont aussi à la fois les plus cultivées et les plus cyniques, sont celles qui ont déjà compris le caractère inéluctable de cette évolution de leurs forces productives, et qui, plutôt que de tenter de créer une relance durable de la croissance du système capitaliste « productif » traditionnel, en réalité devenue définitivement introuvable, préfèrent assez logiquement travailler en sous-main à sa propre mutation en tant que classe dominante dans un nouveau type de rapports économiques et sociaux, celui d'une société industrielle « robotisée », même s'ils la qualifient de « post-industrielle » pour tenter de lui donner une pseudo « justification » à consonance « écologique ».

Dans ce contexte nouveau, mais déjà en gestation latente depuis pas mal d'années, il n'est donc pas étonnant que dans son discours idéologique la bourgeoisie fasse de plus en plus flèche de tout bois, et y compris et surtout, de bois « vert » !

Le capitalisme « vert » prêché par la bobocratie depuis plusieurs décennies déjà, c'est le terreau « fertile » de cette « pépinière » d'élucubrations à vocations apparemment « humanistes » et même « sociales », sinon « socialistes », à la mode libérale sociale-démocrate.

Le réchauffement climatique, tout comme le Covid-19, est bien une réalité, et une réalité lourde de conséquences pour l'humanité, et dont elle doit évidemment tenir compte dans son évolution supposément « maîtrisée », mais l'instrumentalisation idéologique et politique actuelle de ces phénomènes, indépendamment de leur origine « humaine » ou non, ne vise clairement pas à en résoudre les conséquences, dans un cas comme dans l'autre.

Pour autant, l'ensemble des fractions de la bourgeoisie actuellement au pouvoir dans les différents États n'est pas entièrement le reflet de la mutation en cours de sa partie internationalement « *up to date* » dans le cynisme de ces manipulations. Pour une bonne partie de la bourgeoisie également, et surtout, de la petite-bourgeoisie, le chaos est bien une réalité qui échappe à sa maîtrise et elle tente, peu ou prou, de faire face, mais surtout, évidemment, au sens de défendre ses intérêts.

D'une manière générale, au delà des discours de circonstance, la manifestation d'intérêts contradictoires, avec la perspective du

« déconfinement », continue de rendre la situation confuse et de dissimuler tant bien que mal le fond de la manipulation en cours.

Ce qui semblait encore faire débat au début de la « crise » s'éclaircit néanmoins quelque peu : le nombre global de victimes se trouve remis en proportions et bat en brèche, par son évidence, le caractère « exceptionnel » de la « pandémie ». Ce qui ne fait que remettre encore mieux en lumière les « carences » bien réelle des systèmes de santé supposés être au top niveau en Occident. Et le manque de « réactivité » des États, et notamment en France, face à l'évidence des mesures d'urgences qui n'ont pas été prises, ni à temps, au début de la crise, ni dans le sens évident de la meilleure efficacité possible: produire des tests, des masques, des respirateurs, et surtout, mettre en œuvre un protocole de traitement approprié, alors qu'à la suite de l'expérience chinoise il était en train de se constituer rapidement, en France, avec les travaux de l'IHU-Méditerranée et du Pr. Raoult.

Et aussi bien l'absence de mesures précoces, mais manifestement utiles, telles que les contrôles aux frontières, aux aéroports, etc..., que la campagne de dénigrement systématique à l'encontre du Pr. Raoult, tous ces éléments sont aujourd'hui les preuves du « sabotage » délibéré, à la fois de la vie économique et sanitaire du pays. Sous diverses formes, et à des degrés divers, selon les intérêts des bourgeoisies locales dans cette « mutation » en profondeur du capital financier, c'est la même attitude que l'on a pu observer dans les principaux pays occidentaux.

La thèse en réalité complaisante et kollabo à l'égard du système selon laquelle il aurait été « pris au dépourvu » et réagi « tardivement et de manière désordonnée » ne tient absolument plus, même si elle a pu au départ abuser une masse de gogos et continue de le faire pour ceux qui restent soumis au discours médiatique « officiel ».

Elle tient d'autant moins si l'on considère que les têtes pensantes des « élites » qui nous gouvernent réellement étaient parfaitement et très précocement au courant de l'imminence de la « pandémie » qui fut donc baptisé « Covid-19 », ce qui est bien le millésime de sa naissance réelle. De plus l'origine en réalité « occidentale » du virus, et dont la létalité était connue des autorités « responsables » dès Novembre 2019, sinon avant, selon certaines sources (3), atteste d'un calcul morbide et pervers, et en fait, tout à fait criminel de leur part : en effet, d'un point de vue strictement comptable, si l'on met en balance le coût des mesures d'urgence immédiate

pour rattraper le retard en fabrication de tests et de masques, et même, en termes de structures hospitalières « complémentaires » et le coût économique d'un arrêt presque total et prolongé de l'appareil productif, avec la cascade des faillites et du chômage qu'il provoque, on voit bien que c'eut été la décision d'un « investissement d'urgence » qui eut été parfaitement justifié au regard de l'intérêt collectif, tant sur le plan sanitaire que sur le plan économique.

De même, dès les prémices de la pandémie en Occident, la voie de recherche d'un protocole thérapeutique ouverte par l'IHU-Méditerranée en France a été très rapidement internationalement connue et aurait logiquement du recevoir aide matérielle et soutien officiel pour un développement et une mise en œuvre généralisée, et non pas être soumise à une campagne de calomnies et de dénigrement systématique. Et de plus, là encore, l'investissement global eut été relativement minime en comparaison des autres voies prétendument explorées et qui n'ont, du reste, toujours pas aboutit au moindre résultat pratique.

Plaquenil (hydroxychloroquine) au prix de 4,17€

Azithromycine au prix de 7,68 €

Total de 11,85 €

Kaletra (lopinavir/ritonavir)

Prix : 109,04 € / boîte de 60

Prix : 433,72 € / boîte de 120



Au regard de tous ces éléments évidents il est donc clair que le « sabordage » généralisé de l'économie est bien un calcul et non pas une improbable « aberration » des gouvernants et des décisionnaires réels. Un calcul qui répond donc à des intérêts qui ne semblent effectivement pas évidents au premier regard, celui qui se fie trop facilement aux apparences.

Comme nous le rappelle Marx cité en exergue :

« Que chaque nation crèverait, qui cesserait de travailler, je ne veux pas dire pendant un an, mais pendant quelques semaines, chaque enfant le sait. »

Et donc, à plus forte raison, un ensemble de dirigeants politiques, économiques et sanitaires formés aux plus grandes écoles de leurs nations respectives...!

Les intérêts « supérieurs » qui ont donc présidé à une telle stratégie politique ne sont, à l'évidence, pas ceux des États-nations considérés comme « représentatifs » des peuples qu'ils sont supposés défendre et protéger.

A très court terme, par contre, ce sont bien ceux des capitaux financiers « menacés », précisément depuis novembre 2019, par l'éclatement imminent de la nouvelle « bulle financière », qui avoisinait les 6000 points, en France, et leur « équivalent » sur les autres places financières... « Dégonfler » la bulle de manière plus ou moins « sous contrôle », même si cela entraîne inévitablement des pertes relatives, c'était donc devenu la priorité immédiate, pour le capital financier, bien avant l'« intérêt national » de quelque nation que ce soit...

Et le caractère relatif des pertes délibérément supportées par le capital financier apparaît d'autant plus évident par la comparaison avec la crise de 2008, qui avait même vu l'indice CAC 40 flirter avec les 2500 points, en début 2009.



Récapitulatif des marchés > CAC 40

INDEXEURO: PX1

+ Suivre

4 377,71 +20,25 (0,46 %) ↑

22 avr. à 12:17 UTC+2 · Clause de non-responsabilité

1 jour

5 jours

1 mois

6 mois

YTD

1 an

5 ans

Max.



Récapitulatif des marchés > Dow Jones Industrial Average

INDEXDJX: .DJI

+ Suivre

23 018,88 -631,56 (2,67 %) ↓

21 avr. à 17:26 UTC-4 · Clause de non-responsabilité

1 jour

5 jours

1 mois

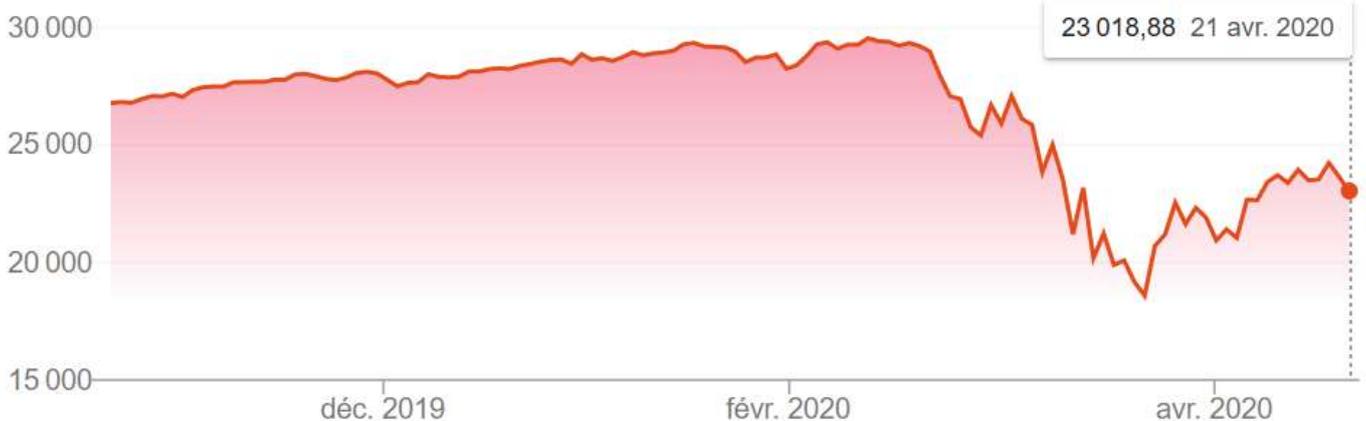
6 mois

YTD

1 an

5 ans

Max.



On voit donc concrètement que dès mi-Mars, après un début de chute assez brutale, le CAC s'est stabilisé autour de 4000 points, avant de repasser, dès fin Mars, à un palier remarquablement stable autour de 4300 points.

Le Dow Jones (USA), lui, après une brève incursion sous les 20 000 points en Mars, a vite refranchi cette barre pour se stabiliser, de la même manière, au dessus de 23 000 points. Rappelons que son "creux" de début 2009 était à 7000 points, en correspondance avec celui du CAC à 2 500 points, avant d'entamer, pour ce qui concerne l'indice US, donc, une ascension particulièrement vertigineuse, et donc purement spéculative, vers les 30 000 points, à l'orée de la présente crise!

Bien entendu, il faut donc évidemment comprendre cette comparaison dans l'autre sens, à savoir que c'est concrètement l'indice "français" qui suit l'indice US, plutôt que l'inverse... Et tout aussi évidemment le même "syndrome" se retrouve sur les principales places financières, et notamment à Londres "Brexit or not Brexit"....:

Récapitulatif des marchés > FTSE 100

INDEXFTSE: UKX

+ Suivre

5 728,09 +87,06 (1,54 %) ↑

22 avr. à 11:34 UTC+1 · Clause de non-responsabilité

1 jour

5 jours

1 mois

6 mois

YTD

1 an

5 ans

Max.



L'intérêt du capital financier est donc tout à fait distinct de celui des nations et des peuples: un simple constat! ...Sans aucun doute, un

constat déjà ancien, mais particulièrement et cruellement réaliste dans les circonstances présentes.

Bien entendu, l'apparence peut encore rester trompeuse, même pour de nombreux intervenants dans la vie économique, en raison du très grand nombre d'entreprises capitalistes qui se trouvent d'ores et déjà impactées par la crise, et le seront encore sans doute davantage, par la suite.

Elle peut également rester trompeuse au regard de la chute globale et moyenne de la valeur des actifs financiers, autour de 25%. Il est même clair qu'au cours des premiers soubresauts de la crise, et notamment lors des premières "chutes spectaculaires" et des mouvements de panique qu'elles ont entraîné chez nombre de petits épargnants, des patrimoines familiaux entiers ont pu être détruits et des actions rachetées à bas prix par paquets importants, et par qui, sinon par ceux qui en avaient de toutes façons les moyens, au point de ne pas craindre une telle chute généralisée?

Dans la destruction des capitaux financiers, tout comme dans la destruction des forces productives, tout est une affaire d'échelle... Les détenteurs du pouvoir réel ne sont évidemment pas ni les peuples ni même les détenteurs de patrimoines familiaux moyens, mais bien ceux qui détiennent des paquets d'actions largement suffisants pour contrôler l'appareil productif non seulement de telle ou telle nation, mais des pans entiers de l'appareil productif mondial. Et leur pouvoir réel ne réside donc pas dans la "valeur" de telle ou telle action, en réalité essentiellement fictive, sous ce rapport, mais bien dans la capacité de contrôler les flux de capitaux à l'échelle mondialisée, quelle que soit la "valeur", particulièrement fugace, de telle ou telle action à un instant donné.

Le capital financier est fondamentalement, sous le rapport de la "valeur", un capital "fictif" par définition (4), et s'il convient d'y conserver des guillemets, c'est précisément par la réalité de ce pouvoir de contrôle qu'il procure à ses détenteurs, mais uniquement à une échelle démesurée, par rapport au sens commun de la "valeur" de l'argent, et même à une échelle tellement démesurée que les fluctuations, même brutales, des cours de la bourse, n'y ont d'autre importance que les mouvements de pions sur un jeu d'échec.

Malheureusement, mais c'est aussi un fait que l'on ne peut que constater, c'est donc aussi à cette échelle démesurée par rapport au sens commun de l'argent que la destruction massive de forces productives, et notamment de

milliers de TPE-PME, peut être comprise comme une "restructuration nécessaire" du capitalisme, et en tous cas, nécessaire à sa sauvegarde en tant que système de domination de classe.

Comme on l'a vu, c'est donc la "synergie" morbide de ces deux destructions conjointes et "synchronisées" qui va permettre la "relance" provisoire du système à partir d'un palier d'ores et déjà fixé, sinon antérieurement préétabli, du niveau de capitalisation financière.

Mais comme on l'a également vu, en termes de sauvegarde de la domination de classe d'une fraction déterminée de la bourgeoisie financière internationale, ce n'est encore pas là l'essentiel.

En effet, formellement, on voit que cette "sauvegarde" et cette "relance" sont prévisionnellement "financées" par des "aides de l'Etat"... Or où l'Etat trouve-t-il soudainement de telles subsides, sinon dans son propre endettement?

On se rappellera que jusqu'à la veille de cette "crise pandémique" le mot d'ordre général des gouvernements occidentaux, et notamment européens, était à la "limitation" drastique des déficits budgétaires, au point d'y sacrifier de nombreuses nécessités d'investissements, et notamment, dans le domaine de la santé publique! (5)

Il y a donc, en apparence, un revirement complet de politique, sur ce point essentiel. Or un nouvel endettement public ne se fait pas sans prêteur... Un prêteur qui sera donc le détenteur essentiel et le maître de créance de la dette publique des États, que ce soit en France ou ailleurs... Or le "prêteur", en Europe comme aux USA, ce sont, en fin de compte, les banques centrales, qui "débloquent des fonds", c'est à dire ouvrent des lignes de crédits à partir desquelles les banques pourront "financer" les divers États... (6) Dans le monde d'"avant Covid-19" le niveau d'endettement des États était donc déjà jugé excessif, et, à travers la fiscalité, il absorbait déjà, pour le paiement aux banques des intérêts de la dette, sans même parler d'un remboursement, devenu tout à fait chimérique, de la dette elle-même, une part importante de la valeur créée par l'activité économique, c'est à dire par les travailleurs, en fin de compte.

Avec ce nouvel endettement généralisé des États, c'est leur dernière possibilité de contrôler un tant soit peu leur propre développement économique qui s'envole, et définitivement. Ils sont donc désormais

entièrement sous perfusion monétaire, entièrement et directement à la merci du crédit des banques centrales, y compris pour la survie de leurs simples citoyens, comme le montre la nécessité du financement du "chômage partiel" qui se transformera très certainement en "définitif" pour un très grand nombre (7). Même le financement de "sauvetage" des TPE-PME qui seront capable de survivre à ce choc mettra donc directement une partie supplémentaire du tissu économique dans la dépendance directe de ce type de "financement", et donc, par voie à peine indirecte, via le biais de leurs cotisations sociales, l'ensemble de la protection sociale.(8)

Aux USA, le plan de "sauvetage" de Trump comprend, dans un "déblocage" total de 2000 Milliards de dollars, une "aide" directe par chèques distribués directement aux ménages, soit une "enveloppe budgétaire" à hauteur de 290 Milliards de dollars, plus une aide supplémentaire de 260 Milliards de dollars en direction des chômeurs (9). Même si cela semble être un "don" au premier degré, cette ponction énorme n'en vient donc pas moins également creuser le déficit, et donc, le besoin de financement de l'État, c'est à dire sa dette...

Il s'agit donc bien, tant sur le plan financier que sur le plan économique et social, d'une capitulation en rase campagne de l'ensemble des États devant le pouvoir central de la "planche à billets"... C'est à dire, en fait, une capitulation totale et définitive face au pouvoir de l'oligarchie aux commandes des banques centrales.

Et comme il s'agit donc d'argent "fictif", au sens où il ne correspond à aucune valeur nouvelle créée par le tissu économique, mais qu'il s'agit simplement, tant par l'aide aux particuliers qu'aux entreprises, de compenser l'incapacité définitive du système à recréer une dynamique économique endogène, c'est néanmoins, à court terme, par le biais des intérêts de la dette, la part encore restante de valeur créée par le travail qui s'évapore encore davantage hors des économies nationales et même du budget des États, dans les fumées d'un capital financier de plus en plus fictif, et lui-même déjà sous perfusion monétaire depuis 2008.

Progressivement, lentement en apparence, mais de plus en plus rapidement, en fait, par "chocs" successifs comme celui de 2008 et celui que nous sommes actuellement en train de vivre, et à mesure que le travail vivant se retire inexorablement du tissu économique, au « profit » de la dépendance du plus grand nombre comme de la survie des entreprises à ce

type de financement, le pouvoir de domination de classe de l'oligarchie aux commandes des « planches à billets » ne pourra que s'étendre encore au point de supplanter, à l'échelle planétaire, toutes les formes antérieures de pouvoir politique et économique.

C'est donc manifestement en ce sens et sous cette forme "discrète" que la fraction la plus "moderniste" de la bourgeoisie entend faire évoluer sa domination de classe, et y compris au détriment d'une partie considérable de la petite et moyenne bourgeoisie, encore animée de velléités "créatrices" dans le domaine économique. En un sens, la "crise du Covid-19" est à la fois le premier coup d'État à l'échelle planétaire et le coup d'État le plus discret du monde, et encore, pour l'essentiel, ignoré des sujets qui en sont déjà les victimes, immédiatement, dans leurs corps et dans leurs esprits, et durablement, dans leurs intérêts économiques vitaux.

Derrière l'apparent et cynique à l'extrême "sauvetage des corps et des âmes" c'est en réalité une mutation profonde des rapports économiques et sociaux qui est en train de s'opérer sous la houlette d'une fraction presque invisible de l'oligarchie financière qui par "crises" successives prend le contrôle de l'ensemble du système. Ce n'est donc même plus le pouvoir d'une oligarchie financière en quête de bénéfices spéculatifs aussi spectaculaires dans leur démesure que fictifs quant à leur base économique réelle, mais simplement le pouvoir de la perfusion monétaire permanente, qui décide de la vie et de la mort économique et sociale des uns et des autres, des entreprises, des nations, des peuples, des simples citoyens comme de ses kollabos politiques, syndicaux, administratifs, et ne négligeant surtout pas, au passage, de renforcer, verrouiller et assurer ses prérogatives et privilèges.

Mais le pire n'étant jamais sûr, il se trouve que cette oligarchie de faux-monnayeurs est donc loin d'être entièrement unifiée à l'échelle mondiale et une forte tension demeure, sur ce plan du pouvoir monétaire, également, entre la faction "occidentale-US" et la faction "orientale-chinoise". La "guerre économique" très officiellement déclarée par Trump en 2018 (10) s'est donc poursuivie par d'autres moyens à travers l'instrumentalisation politique et idéologique de la "crise du Covid-19".

Comme on a pu le voir concrètement, si la puissance chinoise est celle qui n'avait pas encore un intérêt immédiat à la casse des forces productives, du fait de sa dépendance aux exportations, elle est néanmoins celle qui est en mesure de restructurer très rapidement sur son territoire les rapports

économiques et sociaux en vue de cette mutation, notamment par le contrôle quasi absolu qu'elle arrive à exercer sur pratiquement les moindres faits et gestes de ses citoyens, maintenus dans une dépendance économique et administrative, et surtout sous un contrôle "informatique" bien plus développé qu'en Occident. La "crise du Covid-19" est donc maintenant, outre la centralisation accrue du pouvoir monétaire, une "opportunité" quasi "idéale" pour la bourgeoisie occidentale de rattraper son retard dans le domaine de la "Big-Brotherisation" de ses populations.

Reste à savoir si le choix conscient des prolétaires et des peuples du monde entier sera de continuer de se soumettre à la mise en place de cette nouvelle forme de la dictature oligarchique.

Luniterre

NOTES:

(1 _ <https://tribunemlreypa.wordpress.com/2015/09/01/de-la-structuration-maoiste-de-la-bulle-chinoise/>

_ <https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/03/31/en-relisant-lenine-qui-parlait-deja-de-chine-reedition-2020/>)

(2 _ <https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/06/10/chine-usa-2014-2019-chronique-dune-guerre-economique-annoncee/>

_ <https://tribunemlreypa.wordpress.com/2018/07/30/de-la-guerre-commerciale-a-la-guerre-monetaire-lete-en-pente-douce-du-yuan-chinois/>)

(3 _ https://www.liberation.fr/checknews/2020/03/22/pourquoi-la-chine-accuse-t-elle-les-etats-unis-d-avoir-importe-le-virus_1782638)

(4 _ <https://tribunemlreypa.wordpress.com/2018/03/10/aux-racines-de-la-crise-le-statut-des-actions-dans-le-capital-fictif/>

_ <https://tribunemlreypa.wordpress.com/2018/03/15/aux-racines-de-la-crise-le-statut-des-actions-dans-le-capital-fictif-suite/>)

(5 _ <https://www.touteleurope.eu/actualite/deficit-qu-est-ce-que-la-regle-europeenne-des-3.html>)

(6 _ <https://www.touteleurope.eu/actualite/revue-de-presse-covid-19-la-banque-centrale-europeenne-lance-un-programme-de-750-milliards-d-eur.html>

_ <https://www.touteleurope.eu/revue-de-presse/revue-de-presse-covid-19-l-eurogroupe-valide-un-plan-de-soutien-de-540-milliards-d-euros.html>)

(7 _ <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/l-enjeu-du-financement-des-reprises-a-la-barre-pour-sauver-le-tissu-economique-francais-845651.html>)

(8 _ <https://www.vie-publique.fr/discours/274073-bruno-le-maire-02042020-epidemie-covid-19-relance-economie>

_ <https://www.vie-publique.fr/loi/274104-2e-loi-de-finances-rectificative-2020-budget-de-crise-covid-19>

_ <https://www.usinenouvelle.com/editorial/covid-19-le-detail-des-nouvelles-mesures-de-soutien-aux-entreprises-francaises.N953721>

_ <https://www.latribune.fr/economie/france/covid-19-les-inscriptions-a-pole-emploi-bondissent-le-chomage-partiel-explose-845341.html>)

(9 _ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1689098/coronavirus-covid-chambre-representants-plan-relance-etats-unis>)

(10 _ <https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/06/10/chine-usa-2014-2019-chronique-dune-guerre-economique-annoncee/>

—
<https://nousnesommesriensoyontout.wordpress.com/2020/04/16/covid19-le-point-sur-la-guerre-des-gangs-du-capital-financier/>)



COVID-19 CONFINEMENT

QUI FAIT TOURNER LE PAYS?

QUI FABRIQUE LES TESTS?

QUI FABRIQUE LES MASQUES?

QUI FABRIQUE LES INTUBATEURS?

QUI BATIT LES INFRASTRUCTURES?

QUI PRODUIT, DISTRIBUE, LIVRE, DEBARASSE?

LE PROLÉTARIAT!

**Exigeons l'accès pour tous
à un protocole de soins
approprié!**



Debout! les damnés de la terre!

Debout! les forçats de la faim!

**La raison tonne en son cratère,
C'est l'éruption de la fin.**

**Du passé faisons table rase,
Foule esclave, debout! debout!**

Le monde va changer de base:

Nous ne sommes rien, soyons tout!



*Sachez-le toujours
le cœur profond reprend
la phrase interrompue
Du moment que jusqu'au bout
de lui-même le chanteur
a fait ce qu'il a pu
Louis Aragon*



Sur le nouveau pouvoir des « faux-monnayeurs » des banques centrales,

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/04/22/demasques-le-nouveau-pouvoir-des-faux-monnayeurs/>

[Quelques observations complémentaires](#)

Sur le nouveau pouvoir des « faux-monnayeurs » des banques centrales, quelques observations complémentaires et nécessaires, en réponse au camarade Viriato.

[+ Voir à la suite un nouvel échange avec le camarade G. BAD]

Extrait d'un mail envoyé par le camarade Viriato :

« Je viens de relire ton truc et, si la tendance que tu dessines se confirme encore plus avec les événements, (le premier ministre vient d'annoncer une casse terrible de l'emploi. Le Figaro hier.) c'est un document d'une grande portée.[...]En gros traits, on serait dans une évolution vers une dictature ou un autoritarisme étatique prononcé soutenue ou par la fraction classique capitaliste ou par la fraction "de gauche" ou révisionniste ou bureaucratique ou les deux. »

Réponse TML >>> Dans la mesure où la véritable classe dominante actuelle se résume déjà à quelques monopoles financiers commandés par une poignée de gros détenteurs d'actions et de postes de responsabilités dans leurs CA, le « glissement » en réalité aujourd'hui brutal du pouvoir vers les responsables des banques centrales, qui ne sont pas non plus sans « avoirs » personnels dans le reste du système, ce « glissement », donc, s'opère d'une minorité manipulatrice vers une autre.

Ce qui change, c'est que les États, tout comme les CA des monopoles financiers et industriels, cessent d'être des centres de décision et de pouvoir réel. Ils ne sont plus que les relais des politiques économiques décidées et « financées » par les banques centrales, sous différentes formes d'endettement. Ces infrastructures et superstructures, qu'elles soient publiques ou privées, ne survivent plus que sous perfusion monétaires.

En réalité, la nouvelle infrastructure économique réellement « fonctionnelle » en termes de survie du système devient la relation

« financière » de plus en plus directe, entre les banques centrales et l'appareil productif, même si encore voilée par les « intermédiaires » étatiques et bancaires du capitalisme monopoliste « traditionnel » hérité du 20ème siècle.

Dans une sorte de « phase de transition » déjà amorcée en 2008 et qui connaît donc une « avancée » décisive avec la « crise du Covid-19 », les États et les structures économiques « entrepreneuriales » traditionnelles encore en place ne jouent plus qu'un rôle de relais obligé des politiques de gestion décidées par les banques centrales.

Ce qui change au regard de la forme par laquelle la loi de la valeur se manifeste encore, c'est le changement de rôle du capital « fictif » dans la circulation monétaire. Son pouvoir et son « rôle de moteur » de l'expansion capitaliste-impérialiste à travers le monde est en train de s'effacer progressivement, mais assez rapidement, également, derrière le pouvoir des banques centrales, qui peut décider du niveau de « capitalisation » des marchés financiers, déjà également sous perfusion monétaire, depuis 2008.

Les marchés financiers ne jouent encore un rôle que pour répartir les prébendes, désormais dépendantes des banques centrales, aux « bons élèves » et kollabos de haute volée diverses qui ont bien appliqué leurs directives !

Autre observation du camarade Viriato :

« Ce type de régime nécessite une base sociale, et la bourgeoisie bancaire ne peut pas l'apporter sans associer au moins quelques couches salariés devenues très majoritaires dans toutes les sociétés. Le rapport sociologique est trop défavorable à la petite minorité bourgeoise qui ne trouverait aucune justification à son domaine sans la collaboration d'une couche sociale dont la forme politique est "la gauche" institutionnelle, écologistes compris. »

Réponse TML >>> Comme on vient de le voir, cette évolution actuelle du système n'a pas besoin d'une base sociologique spécialement nouvelle, vu

qu'elle est précisément déjà le « fruit » d'une évolution en cours depuis plusieurs décennies, et singulièrement, depuis 2008. Elle trouve donc « spontanément » une masse de kollabos à tous les échelons de la société, et notamment, effectivement, dans les partis politiques « traditionnels » et y compris et notamment, dans les partis « de gauche », « écologistes », et pseudo- « anti-capitalistes », etc... Les discours sur les « temps nouveaux d'après-Covid-19 » sont, pour la plupart, des relais idéologiques, conscients ou non, de cette « mutation » du système.

Autre observation du camarade Viriato :

*« Il faudrait revoir la polémique des années 30 sur ces questions et sur la formation d'une étape intermédiaire de autoritarisme bureaucratique et sa critique. Je vais m'y mettre dès que j'aurais trouvé les articles mais je te préviens que j'ai eu connaissance de cette question par la littérature trotskiste. en fait, lors de la critique du bureaucratisme en URSS, un courant à part, a développé la thèse que l'URSS était la première forme d'une étape intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme sous sa forme de domination de la bureaucratie et (là je ne me rappelle plus) et ils ont été critiqués par le courant orthodoxe troskiste et... conseilliste (peut-être, car je ne me rappelle pas non plus)
Bref, un truc à creuser. »*

Réponse TML >>> Franchement, camarade, il n'y a absolument rien à « creuser » de ce côté là... Comme expliqué ci-dessus, si « transition » il y a, ce n'est évidemment pas vers quelque sorte de socialisme que ce soit, mais simplement vers un nouveau type de domination de classe, qui permettra à une classe dominante toujours minoritaire de conserver son pouvoir et ses privilèges sur la majorité des êtres humains toujours soumis et asservis par leur dépendance à une production des valeurs d'usages indispensables toujours contrôlée, donc, par cette minorité.

La différence étant donc, de plus en plus, et totalement, à terme, dans une évolution de la circulation monétaire contrôlée par les

banques centrales et adaptée à l'effacement progressif du champ d'action de la loi de la valeur, sous la contrainte du développement de l'automatisation et de la robotisation de plus en plus totale de la production et des services.

Luniterre

[Un nouvel échange avec le camarade G. Bad >>>](#)

G.Bad A propos du texte « le nouveau pouvoir des faux monnayeurs » de Luniterre:

Bien que nous ayons par ailleurs de nombreuses divergences, ton dernier texte je le trouve intéressant parce qu'il remet les pendules à l'heure sur quelques points sur lesquels des débats inutiles se concentrent.

Tout d'abord tu as raison de critiquer la théorie du chaos, bien que l'évolution du capital soit chaotique au sens de « crise ,guerre, révolution ». C'est donc la théorie du chaos actuellement diffusée qu'il faut critiquer.

Ensuite tu a raison de dire que les polémiques sur le « déchenneur » Covid-19 sont sans objet.

Ensuite on rentre dans le vif du sujet, le passage du monétarisme (anti-inflation) en 1979 au retour à la planche à billet 2008 ensuite nouvelle contraction de la masse monétaire puis relâchement complet et total actuellement.

Dans ton analyse tu fais entrer l'augmentation de la productivité du travail

« En effet, l'augmentation de la productivité du travail n'est pas due à une multiplication exponentielle ni de la force physique des prolétaires, ni même de leur habileté manuelle, mais bien de la progression des technolog.Paradoxalement, mais seulement en apparence, c'est bien l'augmentation considérable de la productivité du travail qui est à l'origine de cette chute de rentabilité des capitaux « productifs ».ies de production, et singulièrement, de l'automatisation de plus en plus grande, et de l'extension de la robotisation. »

C'est la période dite du fordisme et du taylorisme (plan Marshall...)

La ou je ne suis pas d'accord avec toi, c'est quand tu dis, que c'est la productivité du travail qui est à l'origine de la chute de rentabilité des capitaux productifs. C'est une erreur que l'on retrouve souvent chez des « marxistes » qui n'ont pas assimilé que la baisse du taux de profit est toujours compensé par sa masse et que c'est justement le crédit qui est le moteur de cette course à la productivité et qui laisse sur le carreau les canards boiteux et engendre l'armée des surnuméraires.

Pour être plus juste il faudrait dire qu'il y a baisse du taux de profit sur chaque unité produite, mais absolument pas globalement, sans quoi l'investissement n'aurait pas lieu.

L'automatisation, la robotisation, la machine qui remplace l'homme va elle aussi pendant un certain temps cracher la plus-value contenue en elle, à moins qu'elle soit frappée d'obsolescence grâce à une nouvelle invention.

Le ballon d'oxygène chinois

« 'Au tournant des années 80 tous les ferments d'une crise majeure s'étaient donc déjà accumulés et ce n'est que le ballon d'oxygène chinois qui a permis le sauvetage provisoire du système. Mais ballon d'oxygène provisoire vu qu'il ne reposait, précisément, que sur la désindustrialisation des pays occidentaux, sans générer, pour autant, un marché chinois suffisamment endogène, même encore aujourd'hui (1). Outre que l'interdépendance est finalement un talon d'Achille pour l'ensemble comme pour chacun des deux « partenaires », US et chinois, elle n'a pas empêché l'accumulation d'un nouveau pôle financier en Chine, générateur, en tant que challenger de l'impérialisme US, d'une nouvelle rivalité à l'échelle planétaire, et donc de nouvelles tensions internationales (2).

Mais la loi d'airain du développement des forces productives capitalistes s'applique néanmoins tout autant au nouveau géant chinois et à son tour il n'échappe pas à la pente de la délocalisation, de l'automatisation, de la robotisation, de la tertiairisation, etc... »

Il y a du vrai dans ce que tu avances, seulement il faudrait plutôt dire que c'est le bas coup du travail en Chine qui a provoqué ce déplacement principalement des produits manufacturés. D'ailleurs ce n'est pas un hasard si la Chine était encore récemment critiquée pour son manque de productivité.

*La Banque mondiale estimait que deux tiers de la croissance chinoise de 1985 à 1994 provenaient de la formation de capital, c'est-à-dire **d'une croissance extensive : on ajoute des capacités de production plus qu'on améliore véritablement la productivité des unités existantes.** Il en résultera une baisse du taux de profit par rapport aux investissements.*

*« L'un des principaux débats actuels sur l'économie chinoise consiste à observer **une élévation de la masse de profit**, alors que le taux de profit ne cesse de baisser : pour certains auteurs (Hofman et Kujis, 2006), une telle situation est plutôt bénéfique, seule la masse des profits bénéficiant d'une réelle importance ; or, celle-ci augmente de 36 % entre 1999 et 2005, ce qui ne serait pas négligeable. »*

(Mylène Gaulard, Les limites de la croissance chinoise, <http://www.herramienta.com.ar/herramienta-web-4/les-limites-de-la-croissance-chinoise>.) ce lien n'est plus visible

Si la masse de profit augmente c'est que la Chine entre dans les critères mondiaux de productivité et qu'elle va commencer à subir les affres des occidentaux. Nous savons que la Chine délocalise au Vietnam et en Afrique (Ethiopie)...

Réponse TML >>>

Bonjour,

En fait, camarade, ton argumentation est évidemment en grande partie juste, mais elle trouve néanmoins, et dans ta phrase même, sa propre négation dialectique :

« la baisse du taux de profit est toujours compensé par sa masse et que c'est justement le crédit qui est le moteur de cette course à la productivité et qui laisse sur le carreau les canards boiteux et engendre l'armée des surnuméraires.

Pour être plus juste il faudrait dire qu'il y a baisse du taux de profit sur chaque unité produite, mais absolument pas globalement, sans quoi l'investissement n'aurait pas lieu. »

Le constat est bien précisément celui-ci : l'investissement productif direct cesse de plus en plus d'avoir lieu, remplacé par l'investissement spéculatif sur des « produits financiers » (Capital « fictif ») qui n'irriguent pas suffisamment le secteur productif pour le relancer.

Ce que tu sembles avoir du mal à comprendre, c'est que le recul global de la part du travail vivant dans l'appareil productif entraîne un appauvrissement du marché de la consommation. (Cf Marx, Grundrisse, sur la circulation)

La plus-value extraite de chaque prolétaire augmente avec l'accroissement de la productivité du travail, mais le nombre de prolétaires industriels productifs se réduit, et la masse salariale retournant dans le circuit de la consommation aussi. Et la masse salariale globale baisse d'autant plus avec la pression du chômage, et sans oublier les salaires dérisoires des prolétaires des nations soumises à l'exploitation impérialiste.

Et donc, inexorablement, la baisse du taux de profit se répercute sur la masse des profits issus du secteur productif.

Autre point:

« L'automatisation, la robotisation, la machine qui remplace l'homme va elle aussi pendant un certain temps cracher la plus-value contenue en elle, à moins qu'elle soit frappée d'obsolescence grâce à une nouvelle invention. »

Ici, c'est ta formulation qui est malheureuse, vu que la machine, même « robotisée », ne produit pas de plus-value, mais restitue simplement la valeur du travail dépensé pour sa propre construction.

Enfin, **concernant la Chine**, tu mélanges également les divers aspects du problème de son développement :

Évidemment, sa force première vient du différentiel sur le coût de la main d'œuvre, qui permet une valorisation exponentielle de ses exportations, mais freine considérablement le développement de son marché intérieur, encore aujourd'hui, même si cela change, trop lentement en fait, pour résoudre le problème.

Mais sans ce différentiel, il n'y aurait pas eu de développement du capitalisme monopoliste d'État en Chine, ni de financiarisation telle que cela en fait le challenger n°1 de l'impérialisme US dans ce domaine, également.

La Chine est donc un pays qui connaît nécessairement une modernisation dans les deux directions :

__ Développement des forces productives classiques, **avec une part importante de travail vivant**, telle que lors de nos « trente glorieuses » en Occident.

__ Développement de la technologie et progression de l'automatisation et de la robotisation. **Nouvelles conquêtes de marchés occidentaux sur des produits hauts de gamme en matière de technologie.**

Et donc, tant que le différentiel à l'exportation fonctionne, la masse des profits augmente, **sans pour autant contredire la tendance**

générale. C'est le principal « contre-courant local », même si à l'échelle d'un sous-continent, et qui a donc permis au capitalisme de survivre à sa première grosse crise d'après guerre, au tournant des années 70-80.

Et pour que ce « différentiel » subsiste, il faut désormais que la Chine elle-même adopte un comportement impérialiste, comme tu le soulignes toi-même :

« Nous savons que la Chine délocalise au Vietnam et en Afrique (Ethiopie)... »

Bien à toi,

Amicalement,

Luniterre



*Sachez-le toujours
le cœur profond reprend
la phrase interrompue
Du moment que jusqu'au bout
de lui-même le chanteur
a fait ce qu'il a pu
Louis Aragon*



COVID-19 CONFINEMENT

QUI FAIT TOURNER LE PAYS?

QUI FABRIQUE LES TESTS?

QUI FABRIQUE LES MASQUES?

QUI FABRIQUE LES INTUBATEURS?

QUI BATIT LES INFRASTRUCTURES?

QUI PRODUIT, DISTRIBUE, LIVRE, DEBARASSE?

LE PROLÉTARIAT!

**Exigeons l'accès pour tous
à un protocole de soins
approprié!**



Debout! les damnés de la terre!

Debout! les forçats de la faim!

La raison tonne en son cratère,
C'est l'éruption de la fin.

Du passé faisons table rase,
Foule esclave, debout! debout!

Le monde va changer de base:

Nous ne sommes rien, soyons tout!

Le Coup d'État des Banques Centrales pour les nuls (I):



Tant que du travail vivant est nécessaire à la production, l'échange entre producteurs, même s'il est rendu de plus en plus indirect par le développement structurel du capitalisme, n'en continue pas moins de s'opérer, et continue de constituer une part importante, et même essentielle, de la circulation du capital (Marx, Grundrisse).

Le principe même du capital « productif » est que la valeur de la production n'est finalement réalisée que sur le marché, et donc, par la valeur d'échange.

Les monopoles industriels qui se sont formés sur cette base depuis le début du 20ème siècle continuent de fonctionner, pour l'essentiel de leur « valorisation », sur ce principe économique. Cela reste le principe économique de base du capitalisme « traditionnel ».

Tant que du travail vivant reste incorporé dans la production, même la concurrence entre groupes de capitalistes industriels reste une forme d'échange entre producteurs. Chaque groupe concourant par sa production à ce qui est nécessaire à la reproduction de la force de travail humaine de l'autre, en répondant ainsi à une partie de ses besoins sociaux.

C'est dans ce sens que le capitalisme monopoliste « traditionnel » n'est pas encore totalement « monopoliste » au sens absolu du terme, et qu'une certaine concurrence continue de jouer un rôle dans l'évolution des forces productives, dans leurs relations économiques.

Avec l'automatisation et la robotisation de la production, à mesure que le travail vivant se retire du secteur productif, c'est cette base même de la reproduction et de l'élargissement du capital qui se réduit inexorablement.

C'est la part de l'échange entre secteur productif et non productif, qui augmente, par contre, en volume et en proportion.

D'où la nécessité, pour le capital, d'intégrer au maximum des activités économiques de services au secteur productif, tant en termes de besoins techniques que de méthodes d'organisation du travail.

Néanmoins, l'automatisation et la robotisation du travail gagnent également ces secteurs, et donc le mouvement de retrait du travail vivant s'y poursuit également.

A mesure que se développent les moyens de production et d'organisation des services les plus modernes technologiquement, c'est donc toujours la base même de l'« élargissement » du capital qui se réduit inexorablement, faisant une place de plus importante à ses formes « fictives » dont la « valorisation » reste essentiellement spéculative et basée en grande partie sur les fluctuations subjectives des marchés financiers, de plus en plus déconnectés de la réponse aux besoins sociaux, y compris ceux de la part encore existante du travail vivant dans la production.

Si, en régime capitaliste, la production ne peut finalement être « valorisée » que par le marché, encore faut-il qu'il se trouve un marché solvable pour l'absorber à un prix permettant une marge bénéficiaire suffisante pour l'élargissement du capital.

Lorsque s'accroît la disproportion entre le nombre de travailleurs employés dans le secteur productif et la masse des salariés hors secteur productif, cumulée avec la masse des inactifs de toutes générations, la masse des besoins sociaux, elle, ne se réduit en aucune manière et la solvabilité des marchés de la consommation, par contre, ne peut que se réduire inexorablement.

Le secteur productif se trouve formellement devoir répondre à une masse de besoins extérieure à lui-même en réalité toujours croissante.

Mais une masse de besoins qui ne correspond à aucune ressource identifiable, en termes de valeur d'échange.

Quels que soient les efforts du capital pour régler sa crise, il ne peut résoudre cette problématique de fond, et la valeur des marchés ne peut que baisser, en termes de solvabilité.

Le pouvoir de contrôle que le capital monopoliste « traditionnel » exerce sur les marchés cesse d'être une condition suffisante, tant pour la reproduction élargie du capital que pour assurer la

domination de classe de la bourgeoisie. C'est le sens profond de la crise actuelle du capitalisme, et singulièrement, depuis 2008.

Ce que montre la pratique du « Quantitative Easing », c'est précisément que le crédit ne suffit plus à restaurer la solvabilité des marchés, parce qu'il ne peut restaurer la circulation du capital dans le secteur productif, faute de capacité suffisante d'échanges, même très indirectes, entre travailleurs productifs.

Le crédit ne peut plus restaurer la rentabilité des capitaux investis dans le secteur productif.

Avec la nouvelle vague de « crédits » débloqués par les banques centrales c'est donc une restauration entièrement artificielle de la solvabilité des marchés qui est en train de se mettre en place. Elle se reconstruit formellement sur la base d'une reprise d'activité économique entièrement sous perfusion monétaire et qui ne crée que des formes limitées et transitoires de valeurs d'échange, et seulement dans la mesure où ce « crédit » circule en fait jusqu'à aussi bas dans l'échelle sociale qu'il est nécessaire pour éviter, précisément, l'explosion sociale définitive du système.

Bien évidemment, un tel « crédit social », n'est en réalité aucunement remboursable en termes de valeur d'échange, et se transforme tout au plus en intérêts remboursés, par les États et les entreprises, directement ou non, aux banques centrales qui en permettent la « création », purement et définitivement « monétaire » et ne correspondant plus à aucune valeur réellement créée par le travail, et pour cause... !

A terme, à mesure que le travail vivant se retire de l'activité économique productive, « crédits », « remboursements », et « intérêts » n'ont plus eux-mêmes qu'une valeur purement fictive, celle que lui accordent les banques centrales dans leurs choix de gestion économique et « financière », de plus en plus arbitraires.

Entre la « création monétaire » par les banques centrales et la survie du plus grand nombre la hiérarchie sociale se reconstitue plus ou moins telle qu'avant la crise, mais, qu'elle en soit consciente ou non, que ce soit sa misère relative, son revenu « moyen » ou ses privilèges plus ou moins exorbitants, toute « valeur », toute condition sociale, en ce bas monde d' « après Covid-19 » n'est redevable de son statut, en dernier ressort, qu'après des banques centrales, nouveaux centres du pouvoir réel sur tous êtres et toutes choses.

Face à la masse des besoins sociaux, le pouvoir de domination de la bourgeoisie, ne pouvant plus contrôler ce qui était encore, en quelque sorte, le « monopole des valeurs d'échange », ne peut plus que devenir, par le biais des banques centrales, le monopole absolu de toute valeur d'usage.

Tous les « débats démocratiques » que prétend encore mener la bourgeoisie sont définitivement sans objet.

L'expression démocratique authentique ne peut plus être que celle de la révolte du prolétariat, et l'alternative politique révolutionnaire, celle qu'il construira, si, dans la lutte, il retrouve sa conscience de classe

Luniterre



*Sachez-le toujours
le cœur profond reprend
la phrase interrompue
Du moment que jusqu'au bout
de lui-même le chanteur
a fait ce qu'il a pu
Louis Aragon*

*Face au Coup d'Etat
des Banques Centrales*

**1er Mai 2020
Résister!**



1er Mai 2020

Résister

face au Coup d'État mondial

des Banques Centrales !

La politique de sabordage et de sabotage sanitaire et économique menée par le pouvoir macronien en France comme par l'ensemble des puissances

occidentales depuis Janvier 2020 est une stratégie délibérée au service des mutations du capital financier mondialisé et non pas le résultat d'une suite d' « erreurs » ni d'une « incompétence » qui, même lorsqu'elle est « avouée », n'est qu'une feinte criminelle en réalité.

Les « aménagements » que le pouvoir prétend apporter face aux nouveaux reculs sociaux en perspective ne sont qu'une escroquerie financière supplémentaire et à grande échelle, vu qu'ils seront assumés par l'augmentation de la dette publique et de l'endettement de la France envers la BCE. En réalité ils seront donc essentiellement payés par les travailleurs, sur ce qu'il restera du fruit de leur travail !

Un soulagement, même relatif, de la misère accrue et du chômage engendrés par la « crise du Covid-19 » ne peut venir qu'avec la relocalisation significative de la production nécessaire à la satisfaction des besoins sociaux les plus urgents, dont les besoins sanitaires.

Et pour être significative, cette relocalisation ne peut se faire que de manière autofinancée et non au profit du capital financier mondialisé et dans la dépendance de la BCE.

La première mesure et la seule qui peut assurer, à la base, un arrêt des reculs sociaux dans tous les domaines, c'est la relocalisation du crédit nécessaire pour financer l'après-Covid-19, c'est à dire, en pratique, la nationalisation du crédit, et donc de l'ensemble du système bancaire existant et opérant en France, sous l'égide d'un Conseil National du Crédit, à l'exemple de celui fondé en 1945, mais avec des pouvoirs encore renforcés et soumis à un contrôle démocratique.

En restaurant simplement une possibilité de choix démocratique dans les grandes orientations du système, la nationalisation du crédit permet de poser concrètement la question de la correspondance entre production et besoins sociaux urgents constatés sur le terrain.

La nationalisation du crédit ne constitue, par elle-même, aucune forme de transition socialiste. Mais en s'emparant des revendications correspondant aux besoins sociaux urgents, la résistance prolétarienne pourra donc mettre en avant un premier programme de planification économique compréhensible de tous et capable de mobiliser massivement au point d'en finir avec le système lui-même,

en rendant possible le passage au socialisme, sur la base d'un nouveau pouvoir prolétarien.

Luniterre

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/04/26/crise-du-covid-19-le-coup-detat-des-banques-centrales-pour-les-nuls/>

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/04/22/demasques-le-nouveau-pouvoir-des-faux-monnayeurs/>



Le Coup d'Etat des Banques Centrales



Le Coup d'État des Banques Centrales pour les nuls (II):

De la source économique du nouveau pouvoir des Banques Centrales

Lorsque nous parlons de « Coup d'État des Banques Centrales », il ne faut pas se méprendre sur la nature de classe des conflits internes du système capitaliste.

Le nouveau pouvoir des Banques Centrales est bien l'expression d'une nouvelle forme de domination de classe de la bourgeoisie, mais il repose toujours, et même plus que jamais, sur le contrôle des forces productives.

Il n'y a évidemment pas de « lutte de classe » entre bourgeoisie financière et « bureaucratie bancaire »...

Il n'y a pas de « bureaucratie bancaire » qui soit une classe en soi et pour soi, indépendamment du contrôle qu'elle peut exercer sur les forces productives.

La « bureaucratie bancaire » spécifique des banques centrales n'est que l'une des expressions formelles de la bourgeoisie financière. Sa spécificité tient à son pouvoir sur la circulation monétaire et sur le crédit, ce qui est fondamentalement la même chose, dans le contexte actuel.

C'est, en un sens, le rapport entre crédit et circulation monétaire qui change, avec l'évolution actuelle des forces productives et le développement de la robotisation de la production.

Dans le capitalisme « traditionnel », même monopoliste industriel, le crédit ne joue qu'un rôle transitoire dans la circulation monétaire, qui est principalement le reflet de la circulation des marchandises produites par le travail, et des services échangés autour.

Il semble donc inéluctable qu'à mesure que le capital « productif » se résume de plus en plus au capital fixe, avec le développement de l'automatisation et de la robotisation, le crédit devienne le « régulateur » obligé de la circulation monétaire à tous les niveaux, y compris de la consommation, en tant que réalisation des "valeurs" produites, et donc de la source du pouvoir de « capitaliser », la source du pouvoir économique et politique, en dernière analyse.

Une machine robotisée financée par un crédit et qui produit des marchandises elles-mêmes achetées à crédit ne peut évidemment pas créer de valeur.

Dans ce processus, c'est l'ensemble de l'argent en circulation qui provient du crédit et l'« accumulation » transitoire de capital qui peut encore se produire au cours du processus entre « déblocage » de crédit et réalisation de la pseudo-« valeur » des marchandises ne peut être par essence qu'une forme de bulle spéculative.

Il y a encore circulation monétaire, tout à fait artificielle, mais de moins en moins d'échange entre producteurs, même très indirectement, et même plus du tout, en cas de robotisation totale.

Il y a donc disparition progressive de la valeur d'échange, en réalité, et apparition du monopole de la valeur d'usage, seule source réelle possible, désormais, de capitalisation. Le crédit des Banques Centrales est l'expression monétaire de ce monopole et de cette nouvelle forme de pouvoir économique, et donc bien politique, en dernière analyse.

Le pouvoir des banques centrales est donc aussi celui de « réguler » la circulation du capital financier, non pas de manière « équilibrée », ce qui est par définition impossible avec le capitalisme, mais en laissant « gonfler » les bulles jusqu'à un certain niveau ou en les laissant « crever » également jusqu'à un certain stade de « creux », et c'est exactement ce que l'on vient de voir. Il suffit de le constater sur les différents graphiques des indices boursiers, tous réagissant de manière extrêmement synchronisée, et surtout depuis 2007-2008.

Il y a donc une grande partie de la bourgeoisie qui veut continuer à boursicoter à grande échelle, car sa « richesse » et donc aussi son pouvoir, en dépendent, et **une nouvelle fraction de la bourgeoisie qui est consciente de l'évolution technologique nouvelle des forces productives et consciente du nouveau pouvoir de domination du crédit sur la circulation monétaire en général et même sur la circulation du capital financier en particulier.**

Une fraction minoritaire, détentrice d'une part suffisante des capitaux financiers mondiaux, n'a plus besoin d'accumuler pour conserver son pouvoir, au point qu'elle peut « encaisser » sans ciller une chute impressionnante de capitalisation globale, mais plutôt besoin de conserver le contrôle de l'ensemble du système, y compris au détriment d'autres fractions du capital financier, et même des

fractions résiduelles du capital productif qui ne sont pas encore intégrées à 100% dans le système monopoliste.

La nouvelle concentration des capitaux réduira encore la part de cette dernière fraction au profit des deux autres, et surtout de celle qui contrôle déjà les banques centrales. Ces fractions continueront à « négocier » entre elles un certain « modus vivendi », à défaut d'un introuvable équilibre.

C'est ce que reflètent différents articles de la presse économique du système, et même lorsqu'elle parle de l'interventionnisme des Banques Centrales et/ou des États dans la crise économique et financière, il ne faut y voir aucune forme de « collectivisme bureaucratique » qui serait une sorte de « transition » à la mode trotskyste (« Programme de Transition »), c'est à dire un très chimérique « stade de transition » hybride entre le capitalisme et la transition socialiste réelle, qui ne peut se réaliser que sous le pouvoir de classe du prolétariat.

Il faut donc poursuivre l'analyse de la nouvelle situation concrète sans céder à ce charabia trotskysant qui n'a aucune espèce de réalité en termes d'analyse marxiste !

Dans le processus actuel, les États et les banques d'affaires et de dépôts « classiques » ne sont plus que les relais obligés du pouvoir des Banques Centrales. Et il en va de même, en fin de compte, des monopoles industriels. Le nouveau pouvoir des Banques Centrales a une base économique bien réelle et réellement globalisée.

Même la nationalisation du crédit, quelle que soit la forme qu'elle puisse prendre en régime capitaliste, ne sera au mieux qu'un moyen de faire avancer les revendications immédiates les plus urgentes du prolétariat, en posant, à une échelle « nationale » perceptible par chaque fraction « nationale » du prolétariat, la question de concordance entre forces productives et besoins sociaux, mais sans pouvoir la résoudre radicalement autrement qu'avec la prise du pouvoir par le prolétariat en tant que seule classe capable de la réaliser, en se libérant de l'emprise du capitalisme.

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/05/01/1er-mai-2020-resister-face-au-coup-detat-mondial-des-banques-centrales/>

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/04/26/crise-du-covid-19-le-coup-detat-des-banques-centrales-pour-les-nuls/>

Démasqués :

Le nouveau pouvoir des faux-monnayeurs

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/04/22/demasques-le-nouveau-pouvoir-des-faux-monnayeurs/>

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/04/24/sur-le-nouveau-pouvoir-des-faux-monnayeurs-des-banques-centrales-quelques-observations-complementaires/>

Sur VLR, un débat sur la nationalisation du crédit :

VIVE LA RÉVOLUTION

Celui qui dit la vérité, il doit être exécuté !

[Le Coup d'État des Banques Centrales pour les nuls \(II\) : De la source économique du nouveau pouvoir des Banques Centrales](#)

3 mai 03:36, par Nestor

Donc, si je te comprends bien, aux prochaines élections, il vaut mieux voter pour l'UPR que pour LO par exemple ?

[Le Coup d'État des Banques Centrales pour les nuls \(II\) : De la source économique du nouveau pouvoir des Banques Centrales](#)

3 mai 11:26, par Luniterre

Voter ne sert actuellement plus à rien, vu que les orientations générales des politiques des États dépendent directement de la BCE en Europe.

Le seul intérêt tactique d'un vote serait donc pour un parti qui revendique comme priorité la nationalisation du crédit, et non pas la sortie de l'euro.

Ce qui serait tactiquement utile, c'est la relocalisation de la production, ce qui passe par une "relocalisation" du crédit, c'est à dire sa nationalisation, concrètement.

Peut importe dans quelle monnaie il est formellement libellé.

Un parti qui arriverait à nationaliser le crédit, en le plaçant sous l'égide d'un "Conseil National du Crédit" tel qu'initié en 1945, mais avec des pouvoirs encore renforcés, n'aurait plus besoin de proclamer une "sortie" de quoi que

ce soit. Ce sont les instances capitalistes financières de l'UE, dont la BCE, qui seraient dans ce cas en nécessité de solliciter l'ouverture de "négociations" pour un nouveau "modus vivendi" qui dépendra alors du rapport de forces !

Luniterre

[Le Coup d'État des Banques Centrales pour les nuls \(II\) : De la source économique du nouveau pouvoir des Banques Centrales](#)

3 mai 13:31, par A_suivre

Bonjour Luniterre,

« Le seul intérêt tactique d'un vote serait donc pour un parti qui revendique comme priorité la nationalisation du crédit, et non pas la sortie de l'euro. »

« Un parti qui arriverait à nationaliser le crédit, en le plaçant sous l'égide d'un "Conseil National du Crédit" tel qu'initié en 1945, mais avec des pouvoirs encore renforcés, n'aurait plus besoin de proclamer une "sortie" de quoi que ce soit... »

J'aime bien cette idée qui mériterait d'être développée et d'être mise plus en avant...

Ceux, qui rêvent comme moi de "la sortie de l'euro", sont en réalité pour casser ce système capitaliste qui est insupportable, mais si c'est pour retomber dans un autre système capitaliste cela ne sert, en effet, à rien.

Merci à Bientôt

A suivre

PS : Comme cet article s'adresse aux « nuls » voici un petit lien pour aider les « nuls », enfin moi, ça m'a un peu aidé. = ! :-D

https://grisebouille.net/lautre-pandemie/?fbclid=IwAR1uoFsmhBkTKWykpFgm5ClymE5AcxvtUmXWdzaJTvIO_3fRuQGs_bhulW4

"Grise Bouille" est un blog-BD humoristique et hétéroclite où se côtoient fictions absurdes, vulgarisation scientifique et satire politique. Il est publié sous licence CC By Sa et hébergé par Framasoft. avril 29, 2020

[Le Coup d'État des Banques Centrales pour les nuls \(II\) : De la source économique du nouveau pouvoir des Banques Centrales](#)

3 mai 15:58, par **Luniterre**

La nationalisation du crédit implique, peu ou prou, la nationalisation des banques. Même s'il peut subsister des banques "mutualistes", les conditions dans lesquelles elles font crédit et les orientations générales de leur politique de crédit devront être placées sous l'autorité du Conseil National du Crédit.

Le CNC lui-même devra être placé sous un contrôle démocratique populaire, d'une manière ou d'une autre, pour en définir les grandes orientations en fonction des nécessités de financements prioritaires, en réponse aux besoins sociaux les plus urgents, dont la santé, évidemment.

Pour autant, il ne s'agit pas encore là d'une rupture avec le capitalisme, mais d'une démarche de relocalisation des forces productives les plus utiles pour répondre à ces besoins.

Mais le mouvement de correspondance entre forces productives et besoins sociaux étant ainsi amorcé, c'est la question de fond de cette correspondance complète qui peut être enfin politiquement posée par les révolutionnaires et permettre la construction d'une alternative réelle au capitalisme.

En somme, la nationalisation du crédit, avec l'initiative politique d'un nouveau CNC réellement efficace et durable, pourrait être la revendication immédiate N°1 d'une nouvelle plateforme revendicative unitaire qui manque encore totalement au mouvement social en France.

Mais tout cela est en fin de compte une question de volonté politique.

Elle ne peut naître que s'il y a une dynamique qui se crée autour d'un débat sur ce sujet.

Toutes les contributions dans ce sens sont bienvenues, sans sectarisme politique. Il s'agit d'un objectif unitaire, tout comme la plateforme qui devrait se construire autour.

Luniterre



*Sachez-le toujours
le cœur profond reprend
la phrase interrompue
Du moment que jusqu'au bout
de lui-même le chanteur
a fait ce qu'il a pu
Louis Aragon*

Sur le même thème, une reprise ultérieure du débat, toujours sur le site VLR :

<http://mai68.org/spip2/spip.php?article6076#forum6027>

[la dictature macronienne par la pandémie \(analyse par Soral\)](#)

11 mai 23:49, par Et Le Jour d'Après...

Est-ce que l'UPR fournit des armes et les munitions capables de faire reculer physiquement les flics ou toutes les forces de répression de France (pour commencer).

La question est la même pour tous les partis, organisations, syndicats, réellement progressistes et même soyons optimiste, anti-capitaliste et pour une révolution sociale.

Car nous y voilà, nous y sommes au fameux **jour d'après**, vendu par les hiérarchies du pouvoir pour nous faire accepter notre soumission confineuse.

Non ! Mais l'autre...c'est juste le premier jour d'après notre soumission...

Il faut donc attendre le jour où viendra notre insoumission. Mais après que cette terrible crise sanitaire historique, inédite, qui nous frappe et nous met tous en danger de mort soit partie, vaincue, éradiquée, passée.

Pour l'instant, il faut respecter les gestes barrières et porter un masque hygiénique pour ne mettre personne en danger car n'oublie pas ; Le covid-19 est mortel et les foyers d'infection peuvent surgir n'importe où, n'importe quand, alors agissons avec l'intelligence qui nous caractérise et qui fait depuis toujours notre force.

Après camarade, bien évidemment nous irons toutes et tous dans la rue pour manifester, nous battre et même mourir s'il le faut pour la révolution, des lendemains qui chantent.

[la dictature macronienne par la pandémie \(analyse par Soral\)](#)

12 mai 23:18, par a_suivre

Salutation au jour d'Après..,

Exemples de critiques de la gauche que j'ai souvent entendu :

- Quoi ! tu es contre l'UE mais tu es de droite comme Soral, Zemmour, Le Pen !
- Quoi ! tu es contre l'Euro mais tu es de droite comme Soral, Zemmour, Le Pen !
- Quoi ! tu es contre l'intervention de l'OTAN en Libye mais tu es de droite comme Soral, Zemmour, Le Pen !

En réalité Soral, Zemmour, Le Pen ... sont les inventeurs de rien du tout, ils ne font que s'approprier les idées de gauche, afin de les rendre impropre à toute réflexion.

Tout, ce que ces épouvantails fascistes touchent, se transforme en merde et empêche ensuite tous débats constructifs.

Ils volent, depuis 40 ans, les idées à la vraie gauche pour ne lui laisser que " les niaiseries et imbécillités écologistes", le mariage pour tous, le véganisme,...

Pourtant souvenez-vous :

- Un des premiers à avoir dénoncé l'UE c'était Georges Marchais voir « Extrait du meeting sur l'Europe - Georges Marchais - Champigny - 9 décembre 1978 (vidéo 35" »
<https://www.youtube.com/watch?v=eWga1gilSoM>

- Les premiers à avoir été contre l'Euro c'était François Asselineau, mais aussi JACQUES SAPIR : « *L'agonie de l'Euro* » <http://www.gaullisme.fr/2011/09/16/lagonie-de-l-euro/>

- Les premiers à avoir été contre la guerre en Libye c'était :

le 20 mars 2011 la Chine, la Russie, l'Iran

<http://www.leparisien.fr/international/ces-pays-qui-s-opposent-a-l-intervention-en-libye-20-03-2011-1368144.php>

mais aussi, le 8 sept 2011, un communiste français !

[https://www.youtube.com/watch?v=OXP3ruqedpE\\$](https://www.youtube.com/watch?v=OXP3ruqedpE$)

Je n'aime pas du tout Soral, Zemmour, Le Pen, ... car comme le souligne Hannah Arendt :

ils empêchent véritablement tout débat et ils découragent les citoyens d'essayer de comprendre, de penser, d'agir et de résister, aux médias, à l'Etat, en les plaçant « *sous un déluge continu d'informations contradictoires, mêlant le vrai et le faux jusqu'à ce que plus aucune personne ne puisse savoir de bonne foi ce qu'il fallait penser* ».

Aujourd'hui, si nous suivons la logique d'Anna Arendt, nous pouvons assimiler Macron & Co à Hitler et l'UE & l'Otan à « des régimes totalitaires prenant un pouvoir "total" sur les individus » et sur les pays Européens.

Il serait bien que la "gauche moralisatrice" qui a préféré choisir en 2017 Macron mais qui n'évoque même pas, aujourd'hui, l'idée de le destituer et qui est toujours pour une autre Europe, arrête, elle aussi, d'ajouter à la confusion : le grand nique-douille de Raphaël Glucksmann, sait très bien ce qu'il fait lorsqu'il veut "sauver l'europe" écouter à 2h19'55" l'émission de 9 mai 2020 sur France Inter :

<https://www.franceinter.fr/emissions/le-6-9/le-6-9-09-mai-2020?fbclid=IwAR3OEX5xpWvfnuc2tx2ZPzxhqC7vQig8rcLoUzgjibwMjHzshuleKWR074>

Raphaël Glucksmann (<https://twitter.com/rglucks1>), dont les activités sont très diversifiées, fait figure d'inclassable : révolutionnaire professionnel, documentariste engagé, consultant pour le compte des gouvernements géorgiens et ukrainiens, membre des différents cercles néoconservateurs français (Cercle de l'Oratoire, revue Le Meilleur des Mondes) qui soutiennent la politique belliciste des États-Unis dans le monde (Irak, Afghanistan, Libye, Syrie, Géorgie, Ukraine, etc...), il occupe depuis plusieurs années les médias pour parler de ses actions et de ses projets. Son fil

conducteur dans ses multiples tâches est de toujours œuvrer pour imposer sa vision de la « société ouverte » mondiale (métissée, cosmopolite et universelle), et combat donc, pêle-mêle, la Russie, Vladimir Poutine, le Front National, Éric Zemmour, la culture terroir ou les réactions identitaires secouant les peuples européens ...

Source :

http://www.luttedefrance.org/dossier35/France_neoliberalisme_Raphael_Glucksmann_11052015.pdf

Bref, lui aussi, Raphaël Glucksmann a été à bonne école avec son ex femme Eka Zgouladze "*La gamine qui a maté la police de Géorgie*"

<http://france.mfa.gov.ge/default.as...>

Lire aussi « *Un autre Macron est possible. Courte biographie de la tête de liste PS* »

<http://www.reveilcommuniste.fr/2019/03/un-autre-macron-est-possible.courte-biographie-de-la-tete-de-liste-ps.html>

Alors oui, dans ce contexte, cela ne va pas être facile « de faire reculer physiquement les flics ou toutes les forces de répression de France »

A suivre

[la dictature macronienne par la pandémie \(analyse par Soral\)](#)

13 mai 13:08

Tu cites Marchais ? C'est l'homme du programme commun MRG + PS + PCF, il fut justement par ce biais le pire liquidateur de la mentalité "MAI 68" et le meilleur propagandiste de la conquête du pouvoir en rassurant les bourgeois par un confinement de la lutte des classes. Il utilisa pendant des années les réseaux PCF pour castrer la CGT et la mettre à la remorque de la pompeuse "Union de la Gôche"...etc. Alors il avait une grande gueule très télégénique. On appelle cette connerie "fonction tribunicienne".

[la dictature macronienne par la pandémie \(analyse par Soral\)](#)

13 mai 19:24, par Luniterre

Le pouvoir du capital mondialisé actuel ne tient que par la perfusion monétaire permanente et à grande échelle effectuée par les Banques Centrales depuis 2008 et massivement renouvelée par la "crise du Covid-19".

Reconstruire une économie endogène, socialiste ou non, cela passe donc d'abord par la nationalisation de l'ensemble du crédit nécessaire à l'économie "relocalisée". C'est à dire de tout le crédit, en fait. Cela implique donc de fait la nationalisation de toutes les banques et leur mise sous tutelle par un organisme public d'orientation et de contrôle de la politique de crédit. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le programme de l'UPR n'est pas clair sur ce point.

Sortir de l'Euro, de l'UE, etc, n'est d'aucune utilité en soi, sans cette condition préalable. Et avec un crédit maîtrisé et contrôlé "localement", en fonction des besoins économiques et sociaux urgents de chaque pays, peut importe dans quelle monnaie il se trouve libellé, en fin de compte.

Si un État se trouve le culot de reprendre ainsi ne serait-ce qu'un début d'indépendance économique, ce sont les instances bancaires "centrales" qui se trouveront dans la nécessité de négocier ...ou de financer une guerre contre cet État !

Les rodomontades de "sorties" de tout ce qu'on voudra ne sont donc actuellement que du vent électoraliste social-chauvin, inefficace, en plus, et sans aucune utilité politique réelle.

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/05/06/lettre-ouverte-aux-aveugles-de-la-gauche-francaise/>

Luniterre

[la dictature macronienne par la pandémie \(analyse par Soral\)](#)

14 mai 11:57, par a_suivre

Bonjour Luniterre,

Ce n'est pas à toi Camarade que je vais expliquer que les "*programmes*" surtout en politique n'engagent que ceux qui y croient. = ! :-D

Affirmatif ! l'UPR n'est pas clair sur ce point puisqu'il ne parle que de nationaliser les banques qui feraient faillites, comme par exemple pendant la crise financière de 2008 avec la Société générale ...

Et justement pour te rejoindre sur ce point, en 2008, l'Islande, qui a la chance de ne pas être dans l'UE, a eu l'excellente idée de nationaliser, en premier, ses banques après la crise économique ...

L'Histoire bégaie, Jean Jaurès, en 1892, voulait déjà lui aussi nationaliser la Banque de France. <https://solidariteetprogres.fr/nos-actions-20/analyses/jean-jaures-pourquoi-il-faut.html>

En 1945, c'est l'alliance des communistes et des gaullistes qui feront « *la nationalisation de la Banque de France et celles du crédit lyonnais, de la société générale, de la Banque nationale du commerce et de l'industrie et du comptoir national de l'escompte c'est-à-dire les quatre plus grandes banques .* »

<https://antibanque.blogspot.com/2011/06/le-general-de-gaule-estimait-que-la.html>

Et en 1972, c'est l'alliance des communistes et des socialistes (*programme commun MRG + PS + PCF*) qui sera en effet le début de la débandade du PCF... et qui verra naître, sans aucun problème, la loi Pompidou, Giscard, Rothschild.... étrange non ?

Pour faire de la politique fiction, au rythme où vont les choses, avec cette vraie fausse pandémie, nous n'aurons bientôt plus besoin de sortir de l'euro, puisqu'il va s'effondrer et que c'est l'Allemagne qui va nous mettre à la porte de la BCE.

Mais je reste convaincu que les Peuples n'ont aucun avenir à fricoter plus longtemps dans cette Union Européenne qui ne représente en réalité que les puissances de l'argent.

Voir : **10 raisons pour sortir de l'UE (Frexit) immédiatement** - Partie 1 - vidéo 13'07" <https://www.youtube.com/watch?v=DDXneSFqbw>

Dans mon dernier poste, ce ne sont pas ces trois caricatures d'épouvantails fascistes, que je cite, qui m'inquiètent le plus ... mais ce sont ces jeunes "moralisateurs" qui t'expliquent gentiment, comme à un enfant, que le peuple doit obéir.

Ils sont "Pro-UE", (l'Union fait la force) on leur donnerait le bon dieu sans confession, ils possèdent le pouvoir et l'argent.... bref, le vent nous pousse vers un fascisme à visage humain.

Bien à toi Luniterre

A suivre

[la dictature macronienne par la pandémie \(analyse par Soral\)](#)

14 mai 12:46

@A_suivre /

- 1 : avant de sortir de l'UE il faut prendre le pouvoir en FRANCE.
- 2 : il ne faut pas sortir de l'UE mais la faire imploser d'abord exploser ensuite.
- 3 : toute alliance avec des forces de droite (UPR, RN, Philippot...) finit par une nuit des longs couteaux où ceux de gauche se font exterminer. Le contre exemple CNR est lié à une conjoncture très spécifique, mais les communistes ont quand même été éjecté très vite malgré leur servilité.
- 4 : seul l'internationalisme prolétarien et la lutte communiste internationale peut contrer les sanctions économiques mondiales inévitables.
- 5 : la nation n'est pas un truc qui protège, c'est une mère archaïque et sadique qui te fout un uniforme sur le dos et te fais crever pour les intérêts de la classe dominante dispensée de sacrifice.

[la dictature macronienne par la pandémie \(analyse par Soral\)](#)

14 mai 13:33, par a_suivre

Quand les Français auront une envie pressante d'aller prendre le pouvoir ton "programme" pourra évidemment fonctionner, mais avant toute chose, il faut donner « l'envie » aux citoyens de faire la Révolution !

« Pour alimenter votre pensée :

1/ La TACTIQUE c'est l'art de remporter des victoires.

2/ La STRATEGIE c'est l'art d'utiliser les victoires pour atteindre les buts de la guerre.

3/ En politique, la PROPAGANDE c'est l'art de recruter une armée nombreuse potentiellement centralisée et disciplinée (centralisme démocratique pour la classe / centralisme organique pour le parti).

4/ La LOGISTIQUE c'est l'ingéniosité pour avoir les moyens d'agir.

5/ L'INTELLIGENCE c'est l'art de connaître les points faibles de l'ennemi et d'anticiper ses manœuvres. »

Source : <http://mai68.org/spip2/spip.php?article6121>

la dictature macronienne par la pandémie (analyse par Soral)

14 mai 16:59, par Luniterre

De tout cela il ressort clairement qu'avec l'évolution actuelle du système mondialisé et notamment du nouveau pouvoir des Banques Centrales, une relocalisation significative de la production passe nécessairement par une relocalisation du crédit.

C'est la relocalisation (> nationalisation) du crédit qui permettra de réaffecter les ressources de l'économie aux besoins sociaux spécifiques de la population de chaque pays, et notamment, en priorité évidente, sur le plan sanitaire.

C'est donc l'ensemble de la politique de crédit qui doit être placée sous le contrôle d'un gouvernement élu dans ce but et avec mission d'orienter l'économie dans ce sens.

Ce qui est important, c'est donc le moyen de créer la possibilité d'un tel contrôle, par exemple en s'inspirant du Conseil National du Crédit, créé par la loi du 02/12/1945, mais bien évidemment avec des pouvoirs encore renforcés, pour ne pas suivre la pente délétère du modèle...!

Il paraît donc difficile de retirer aux banques privées leurs fonctions de banques de crédit sans les nationaliser...

Pour les banques mutualistes, un contrôle rigoureux de la part d'un nouveau CNC peut être éventuellement suffisant.

La Banque de France, actuellement dans la dépendance de la BCE, doit donc évidemment être reprise sous le contrôle et l'autorité complète de ce gouvernement élu, via l'organisme de contrôle approprié, ce nouveau CNC, en toute logique.

Dans cette logique, il est évident que ce "nouveau CNC" devra donc lui-même être directement soumis à un contrôle démocratique des représentants élus du peuple de France, en fonction d'un programme d'orientation économique devant répondre aux besoins sociaux (...et sanitaires) de notre population.

En espérant avoir ainsi précisé le sens concret de ma réflexion, dont le but est essentiellement ici de tenter d'ouvrir un débat sur ce sujet, et non pas d'imposer telle ou telle proposition.

Ne seront fonctionnelles que des propositions programmatiques qui se seront d'abord "imposées" par un consensus majoritaire au cours de débats publics nécessaires.

Dans ces conditions ce programme unitaire « minimum » ne sera plus une collection de promesses électoralistes, mais bien une balle saisie au bond par les classes populaires et susceptible de rebondir sur toutes les questions mettant en jeu la relation entre forces productives et besoins sociaux collectif urgents.

A travers l'affectation des crédits aux diverses entreprises, c'est la finalité même de leur production qui rentre dans le débat public et populaire, et ainsi même la question de leur « nationalisation » éventuelle ne se pose plus dans les termes de l'administration bureaucratique capitaliste « nationale », mais déjà en termes de planification sociale et de collectivisation.

Avec la balle tactique de la nationalisation du crédit c'est donc bien aux révolutionnaires de la faire rebondir jusqu'à une mobilisation suffisante pour la Révolution Socialiste.

Il n'y a donc pas lieu de perdre son temps et son énergie à rentrer en conflit pour des « sorties » spécifiques et secondaires qui se feront naturellement et en temps voulu, et en fait, certainement à l'initiative des « autorités » bancaires centrales, sans qu'il soit besoin de les provoquer prématurément et inutilement, et surtout, stérilement, voire contre-productivement, à l'exemple du « brexit ».

Luniterre

Articles et débats sur le sujet en liens à la suite de :

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/05/06/lettre-ouverte-aux-aveugles-de-la-gauche-francaise/>

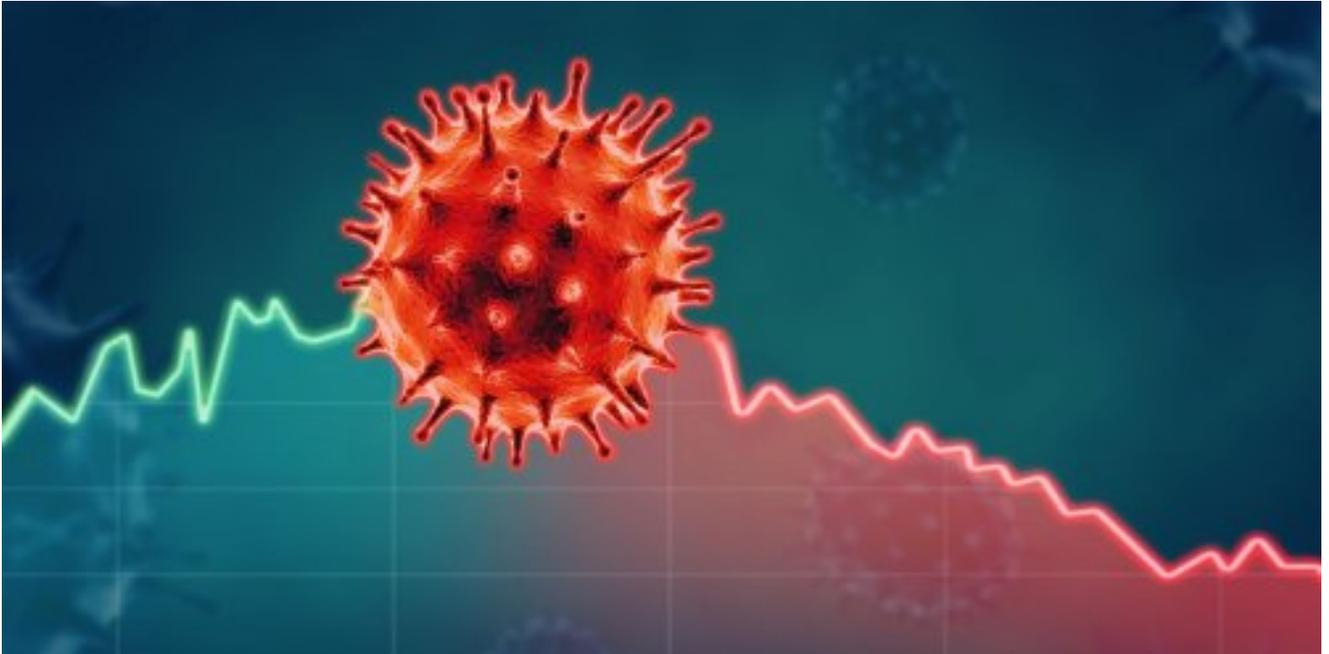
.





**Crise et "pandémie":
De l'œuf et de la poule,
qui est le premier?**

Un échange avec le camarade Do sur son site VLR



Bonjour à toutes et à tous,

Soit la crise économique est provoquée par la "pandémie", soit elle devait avoir lieu même sans la "pandémie". L'histoire départagera.

Si la crise économique touche aussi vite, et autant, les pays sans confinement que les pays avec confinement, c'est que la crise économique devait avoir lieu même sans "pandémie", et que le spectacle de la pandémie sert à camoufler, à justifier, à expliquer la crise. Pour faire croire que ce n'est pas une crise systémique.

Mais, si la crise touche d'abord et prioritairement les pays avec confinement, et que les pays sans confinement ne font qu'en subir les contre-coups ; c'est que la crise aura été créée volontairement par le spectacle de la pandémie et son confinement.

Un indice peut probablement déjà donner le résultat par avance de cette expérience historique : la crise touche l'économie réelle à cause du

confinement ; donc, les pays sans confinement n'en auront que le contre-coup un peu plus tard.

Si tel est bien le cas, les spéculateurs de la haute finance, qui auront volontairement créé cette crise économique, se seront dans un premier temps enrichis en jouant à la baisse ; et, dans un deuxième temps, se seront emparés à très bas prix de la plupart des entreprises capitalistes qu'ils ne possédaient pas encore en jouant à la hausse.

Bien à vous,

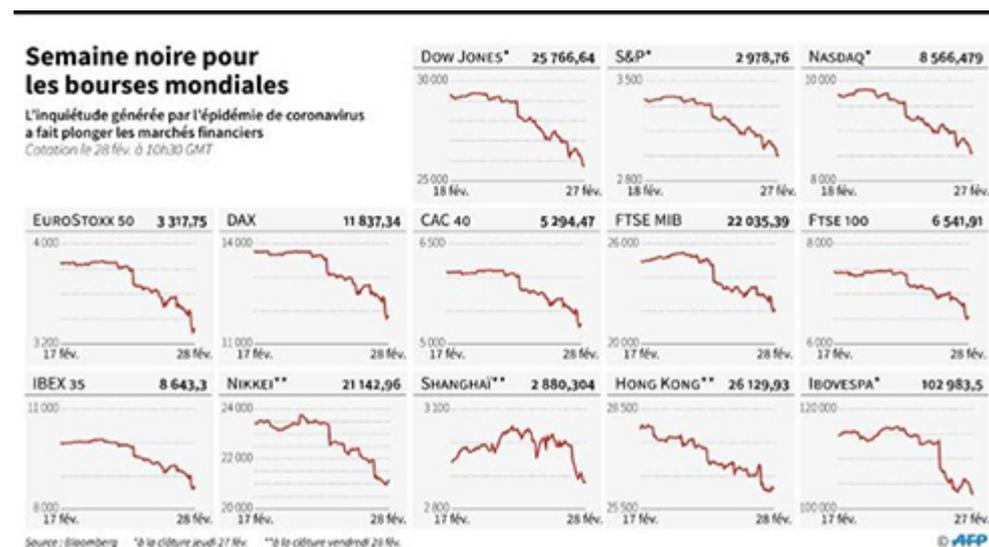
do

3 mai 2020

<http://mai68.org>

Coronavirus - 29 février 2020 - À qui profite le crime ?

<http://mai68.org/spip2/spip.php?article5248>



Boursorama, 28 février 2020 à 23h18 : Accablées par le coronavirus, les Bourses mondiales encaissent leur pire semaine depuis 2008

Note de do : Le crime profite à ceux qui savent jouer à la baisse !

C'est-à-dire aux vrais riches, qui vont une fois de plus profiter de la "crise" pour agrandir leur fortune au détriment des petits porteurs.

Du coup, on comprend pourquoi "ils" nous bassinaient tant dans les médias avec leur coronavirus à peine plus dangereux que la grippe. C'était, et c'est encore, pour que tout le monde s'affole au point de provoquer une crise économique.

C'est un avertissement pour celles ou ceux qui voudraient jouer leur retraite à la bourse, comme le leur suggère très fortement la contre-réforme des retraites en France .

[Le coronavirus et la crise économique](#)

4 mai 10:47, par Luniterre

Bonjour, camarade !

Crise « inévitable », et qui aurait donc eu lieu de toutes façons, ou crise essentiellement « provoquée » à des fins spéculatives ?

En réalité, d'un point de vue dialectique, non seulement les deux ne sont pas nécessairement contradictoires, mais ils sont même complémentaires.

D'une manière générale, les crises du capitalisme sont cycliques, même si leurs fréquences sont variables.

Avec les moyens modernes d'analyse, les capitalistes les plus avisés ont tout à fait le moyen de comprendre les cycles économiques en cours et de prévoir, à quelques mois près, la prochaine crise « inévitable ».

Incontestablement, selon tous les critères d'analyse, une crise majeure et certainement encore plus radicale que celle de 2007-2008 était « inévitable », d'ici un à deux ans, sinon dans les mois à venir. Une fourchette prévisionnelle pour une telle crise dans les trois années à venir existait déjà depuis 2018 chez les analystes les plus compétents.

L'évidence d'une crise délibérément « provoquée » par le spectacle du Covid-19 pose simplement la question de l'intérêt, pour le capital, d'« anticiper » l'éclatement de la crise, c'est à dire essentiellement, à priori, l'éclatement de la bulle financière, qui en est le symptôme le plus caractéristique, à première vue.

Or cet intérêt, comme le montrent tous les graphes des principales places financières, est tout à fait évident : crever la bulle préventivement, c'est comme crever un abcès pour empêcher que l'infection emporte le malade :

la douleur est bien localisée et de courte durée et l'opération démultiplie donc l'effet des traitements d'ensemble du « patient »... !

Et en plus, comme tu l'as si bien expliqué, les plus gros manitous du capital, ceux qui sont précisément capables d'anticiper et d'agir par ce type de moyen, ce sont aussi ceux qui ont les moyens de « jouer à la baisse » pour récupérer les avoirs de leurs concurrents moins avisés et aussi et surtout, de ceux qui n'ont évidemment pas les moyens de « jouer à la baisse », dont les petits épargnants.

Mais cela n'est pas tout, ni même l'essentiel, hélas, pourrait-on dire, car les crises du capital ne sont pas que purement cycliques : au fil des crises cycliques, c'est aussi et même d'abord l'évolution des forces productives, qui se poursuit, et là aussi, il y a une concurrence féroce entre groupes de capitalistes.

Anticiper la crise, c'est aussi donner plusieurs longueurs d'avance à ceux qui ont développé les techniques de production et de commercialisation les plus « avancées », c'est à dire en l'occurrence, les plus automatisées, robotisées, et informatisées, également, en termes de communication et de distribution.

Or cette évolution va dans le sens de la réduction de la part du travail vivant, tant dans la production que dans les services.

L'arrêt brutal de l'économie est donc en réalité également un coup magistral pour « booster » toutes ces nouvelles technologies et augmenter leur emprise sur l'économie et l'ensemble de la société. Les capitalistes qui en possèdent la maîtrise « financière » sont aussi ceux qui ont les moyens de « jouer à la baisse » et de manipuler le système à grande échelle avec un spectacle tel que le Covid-19, et ils sont donc, de plus en plus, les maîtres du monde, au détriment du capitalisme « traditionnel », déjà en voie de disparition.

Ce que ces grands manitous du système ont compris, avec cette évolution des forces productives excluant progressivement le travail vivant, c'est que la survie en tant que telle d'une classe dominante ne passe plus par les monopoles industriels reposant encore sur la circulation des marchandises réglée par la valeur d'échange, mais que désormais le pouvoir d'une classe dominante ne peut plus être que celui de monopoliser les valeurs d'usages

qui sortent des circuits de production et de distribution qui seront progressivement entièrement robotisés et informatisés.

C'est, de plus en plus, la totalité des besoins sociaux qui est en quelque sorte prise en otage pour contraindre les masses à la dépendance complète à l'égard de cette nouvelle forme du pouvoir de classe.

Le nouveau pouvoir des Banques Centrales correspond à l'évolution du rapport entre production et circulation monétaire nécessaire à l'établissement de cette nouvelle forme de domination de classe.

Luniterre

De la source économique du nouveau pouvoir des Banques Centrales

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/05/02/de-la-source-economique-du-nouveau-pouvoir-des-banques-centrales/>

« Crise du Covid-19 » : le Coup d'État des Banques Centrales, pour les nuls... !

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/04/26/crise-du-covid-19-le-coup-detat-des-banques-centrales-pour-les-nuls/>

Démasqués : le nouveau pouvoir des faux-monnayeurs

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/04/22/demasques-le-nouveau-pouvoir-des-faux-monnayeurs/>

1er Mai 2020 : Résister face au Coup d'État mondial des Banques Centrales !

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/05/01/1er-mai-2020-resister-face-au-coup-detat-mondial-des-banques-centrales/>

SUITE DE L'ÉCHANGE >>>

[Le coronavirus et la crise économique](#)

4 mai 11:22, par do

Luniterre,

Tu dis : « L'arrêt brutal de l'économie est donc en réalité également un coup magistral pour "booster" toutes ces nouvelles technologies et augmenter leur emprise sur l'économie et l'ensemble de la société. »

Or, le Japon, qui, dès les années 1980, était déjà le chantre de la robotisation, n'aurait pas voulu en profiter ?

Rappel : *le Japon n'a pas confiné et n'a donc pas procédé à l'arrêt brutal de son économie :*

<http://mai68.org/spip2/spip.php?art...>

Extrait : *« Les médias cachent les résultats de l'étranger, mais la vérité est têtue et les chiffres indiscutables : les pays qui ont le mieux réagi à l'épidémie ont pris pour l'essentiel des mesures opposées à celles imposées en France et en Belgique. Ils ont ainsi obtenu des taux de mortalité par million d'habitants de loin inférieurs au nôtre, allant de 100 fois moins (Japon, Singapour) à 5 fois moins chez nos voisins autrichiens et allemands. »*

Bien à toi,

do

<http://mai68.org>

[Répondre à ce message](#)

[Le coronavirus et la crise économique](#)

4 mai 13:56, par Luniterre

Re...

Effectivement, le cas du Japon peut sembler particulier, et l'est réellement dans une certaine mesure, mais si tu regardes les graphes de l'évolution de la capitalisation boursière des différents pays, tu constateras comme moi que cette évolution suit fidèlement les tendances mondiales depuis la crise de 2007-2008, et donc qu'il "profite" également de la "crise du Covid-19" exactement au même titre que les autres.

<https://tribunemlreypa.files.wordpress.com/2020/04/nikkei-30-ans.png>

<https://tribunemlreypa.files.wordpress.com/2020/04/nikkei-6-mois.png>

Voir l'ensemble des graphes en ligne [**ci-dessous sur TML**] dans :

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/05/04/crise-et-pandemie-de-loeuf-et-de-la-poule-qui-est-le-premier/>

Les "particularités" du Japon sont un endettement supérieur à 230% du PIB, sur le point de franchir la barre des 250%, avec la crise actuelle, contre 112% pour la France, par exemple.

Autre "particularité" : cette dette est encore majoritairement détenue par les institutions et les épargnants japonais.

Néanmoins, on voit bien que cela ne l'empêche pas, actuellement, de suivre la tendance impulsée par les principales banques centrales qui dominent donc le monde, et également la banque centrale du Japon !

Dans ce système mondialisé, les États-nations ne sont plus que les relais des politiques décidées par les banques centrales.

Luniterre

[Le coronavirus et la crise économique](#)

4 mai 13:21

Luniterre, Do,

Sommes nous dans une crise cyclique ou dans une crise générale type 1929 ?

Vu que la "solution" guerre mondiale + destruction massive + reconstruction est forclosée grâce à la puissance nucléaire de la RUSSIE et de la CHINE, le CAPITAL va essayer de se régénérer autrement, mais je ne vois pas de vraie solution possible, alors je fais l'hypothèse d'une décomposition lente et très mortifère pour les classes exploitées et dominées. (???)

Le très délirant appel face à la fin du monde d'Aurélien BARRAU qui proposait le fascisme pour sauver la planète et changer nos habitudes de méchants irresponsables n'a pas été critiqué par la gauche, les extrêmes gauche écosocialistes, les pseudos insoumis...

En 2007 certains, dont le sociologue Castel, dénonçaient l'insécurité sociale masquée par l'insécurité "dans les quartiers paupérisés". Ils dénonçaient aussi l'abjecte politique néo puritaine (ostracisation des fumeurs) que toutes les fausses gauches approuvaient.

Certains avaient alors énoncé cet "axiome" = le fascisme reviendra par l'écologie et la santé publique. La situation actuelle semble confirmer ce diagnostic.

Le coronavirus et la crise économique

4 mai 17:51, par Luniterre

Je ne pense pas qu'il faille distinguer radicalement crises cycliques et « crise générale type 1929 ». Toutes correspondent, même si à des degrés divers, à des évolutions profondes des forces productives.

Ce qui est évident c'est qu'aujourd'hui la « régénération » du capital par la destruction partielle des forces productives ne se pose plus du tout de la même manière que dans la première moitié du XXe siècle.

Avec l'extension de l'automatisation et de la robotisation, la question qui se pose aux secteurs les plus avancés technologiquement du système, c'est tout simplement la limite d'action de la loi de la valeur. Pour Marx il est clair que cette limite est celle du travail productif humain.

Dans un système où la production est entièrement automatisée, cette action cesse donc, et ce n'est pas l'effet d'une volonté politique, mais bien l'effet naturel d'une mutation des rapports de production dans la société.

Et d'ici là, sans que l'action de la loi de la valeur cesse totalement, elle se réduit donc néanmoins progressivement et réduit d'autant la base d'élargissement possible du capital.

Pour autant, même dans un système de production entièrement automatisé on ne peut pas dire que la « valeur » disparaît nécessairement. Dans une société communiste telle que Marx l'espérait il s'agissait donc simplement d'une répartition progressive et naturelle des valeurs d'usages, à mesure de la robotisation, et dans le but d'un progrès social généralisé et équitable.

Lorsque la robotisation continue de se développer sous le capitalisme et que le travail vivant ne cesse d'y reculer, le problème de la classe dominante est de rendre les masses dépendantes de la production robotisée, et d'autant plus qu'elles en sont progressivement exclues et condamnées au chômage.

Dans un système entièrement robotisé peut-on réellement parler d'« échange » entre les consommateurs et les machines ?

A l'évidence, non, et donc on ne peut plus parler de « valeurs d'échange » à proprement parler.

La base de l'élargissement du capitalisme « traditionnel » tend à se réduire à zéro.

Si le monopole des machines est tenu par une classe de « propriétaires des machines » qui maintient la grande masse de la population plus ou moins oisive dans sa dépendance, on ne peut plus non plus parler de valeur d'échange à proprement parler, ni même de valeur d'usage, telle qu'elle peut servir de base à la valeur d'échange, mais bien plutôt, à la rigueur, de « valeur d'utilité marginale », au sens néoclassique du terme.

Or cette notion ne peut fonctionner, malgré tout, que si le « client » a de quoi payer...

Or dans un système où le travail vivant n'est plus la base du revenu populaire, ce n'est donc qu'une circulation monétaire complètement artificielle qui peut régler les rapports entre les classes.

Le monopole des valeurs d'usage produites par les machines devient la dictature de la valeur d'utilité marginale, uniquement et totalement réglée par le crédit des banques centrales, sous ses diverse formes et avatars, à tous les niveaux de la société.

Luniterre

Le coronavirus et la crise économique

4 mai 20:24, par do

Luniterre,

Ce qu'il faudrait, c'est faire l'état des lieux de la lutte de classe par pays, juste avant le coronavirus. En effet, il faudrait voir si ce ne serait pas, par hasard, surtout dans les pays où la lutte de classe était la plus aigüe qu'il y a eu confinement. La lutte de classe éclaire souvent bien des choses qui, sinon, seraient mystérieuses.

Pour la France c'est clair, avec les Gilets Jaunes, la lutte contre la destruction des retraites... ET la défaite lamentable de Macron aux municipales qui nous a valu un confinement des plus durs dès le lendemain ; alors que, sinon, c'est sûr qu'il n'y avait pas confinement pour pouvoir faire le second tour !

Bien à toi,

- do
<http://mai68.org>

Le coronavirus et la crise économique

par Luniterre

Effectivement, camarade, il y a évidemment une corrélation entre le niveau de résistance spontanée des masses et le niveau de répression appliqué.

Toutefois, ce n'est précisément plus une répression de type classique, frontale mais encore assez sporadique, au fil des luttes. C'est carrément la mise en place de nouvelles superstructures d'encadrement des populations que le pouvoir souhaite manifestement installer de manière durable dans la vie sociale française, et cela se fait de manière on ne peut plus « opportune » pour le système, en déployant le grand spectacle de la pandémie.

Or ces nouvelles superstructures ne sont pas pensées de manière hasardeuses, mais répondent parfaitement aux nécessités de l'évolution des forces productives, c'est à dire le développement des infrastructures informatisées et robotisées.

Le prototype le plus avancé en est l'évolution du système d'encadrement informatisé des populations chinoises, quel que soit le niveau de résistance spontané là bas.

En France, le rapport de force était donc malgré tout suffisamment favorable, hélas, à la bourgeoisie, pour avancer également dans cette voie, même si elle ne peut pas encore aller aussi loin !

A terme cette tendance dictatoriale dans le style « Big Brother » est une nécessité incontournable pour la survie du système sur la nouvelle base économique qui se met en place, et que je tente de résumer par cette formule :

« Le monopole des valeurs d'usage produites par les machines devient la dictature de la valeur d'utilité marginale, uniquement et totalement réglée par le crédit des banques centrales, sous ses diverse formes et avatars, à tous les niveaux de la société. »

<http://mai68.org/spip2/spip.php?article6030#forum5941>

Bien à toi,

Amicalement,

Luniterre

EN COMPLÉMENT, QUELQUES GRAPHES QUI ILLUSTRONT A LA FOIS L'ASPECT CYCLIQUE DES CRISES, L'ALIGNEMENT DES BOURSES MONDIALES DEPUIS LA "BULLE" DE 2007-2008, ET LEUR MOUVEMENT UNIFORME DE STABILISATION APRÈS LE "DÉCLENCHEMENT" DE LA "CRISE DU COVID-19"

Récapitulatif des marchés > CAC 40

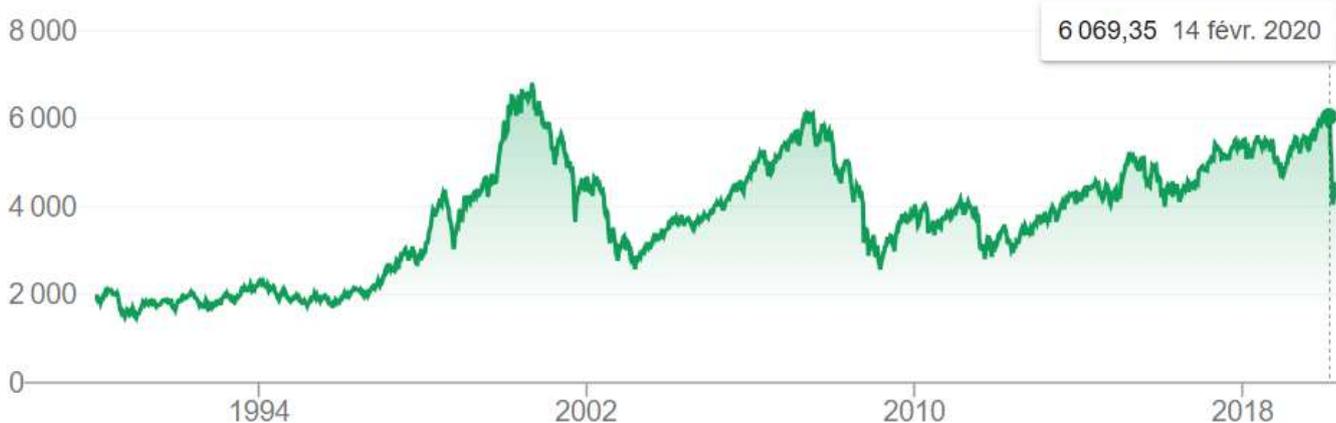
INDEXEURO: PX1

+ Suivre

4 400,32 +42,86 (0,98 %) ↑

22 avr. à 11:21 UTC+2 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois 6 mois YTD 1 an 5 ans Max.



Récapitulatif des marchés > CAC 40

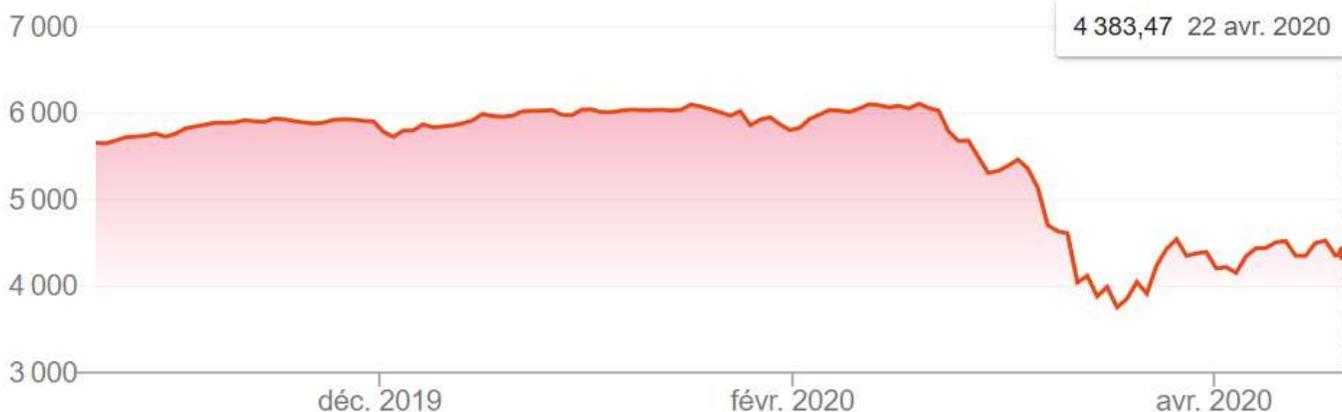
INDEXEURO: PX1

+ Suivre

4 377,71 +20,25 (0,46 %) ↑

22 avr. à 12:17 UTC+2 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois 6 mois YTD 1 an 5 ans Max.



Récapitulatif des marchés > Dow Jones Industrial Average

INDEXDJX: .DJI

+ Suivre

23 018,88 -631,56 (2,67 %) ↓

21 avr. à 17:26 UTC-4 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois 6 mois YTD 1 an 5 ans **Max.**



Récapitulatif des marchés > Dow Jones Industrial Average

INDEXDJX: .DJI

+ Suivre

23 018,88 -631,56 (2,67 %) ↓

21 avr. à 17:26 UTC-4 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois **6 mois** YTD 1 an 5 ans Max.



Récapitulatif des marchés > FTSE 100

INDEXFTSE: UKX

+ Suivre

5 724,45 +83,42 (1,48 %) ↑

22 avr. à 10:42 UTC+1 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois 6 mois YTD 1 an 5 ans **Max.**



Récapitulatif des marchés > FTSE 100

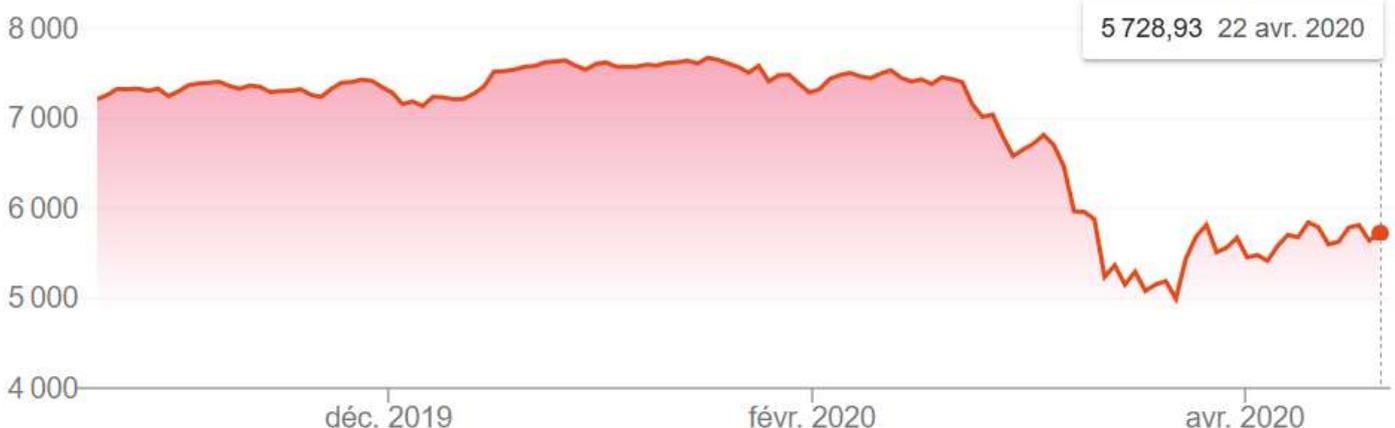
INDEXFTSE: UKX

+ Suivre

5 728,09 +87,06 (1,54 %) ↑

22 avr. à 11:34 UTC+1 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois **6 mois** YTD 1 an 5 ans Max.



Récapitulatif des marchés > Nikkei 225

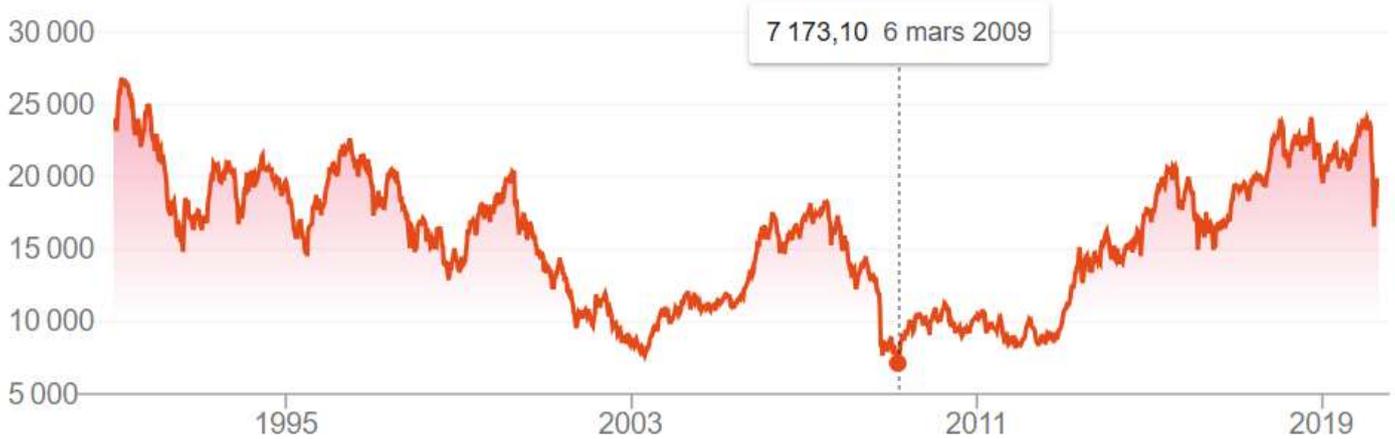
INDEXNIKKEI: NI225

+ Suivre

19 771,19 -12,03 (0,061 %) ↓

28 avr. à 15:15 UTC+9 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois 6 mois YTD 1 an 5 ans **Max.**



Récapitulatif des marchés > Nikkei 225

INDEXNIKKEI: NI225

+ Suivre

19 771,19 -12,03 (0,061 %) ↓

28 avr. à 15:15 UTC+9 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois **6 mois** YTD 1 an 5 ans Max.





Lettre ouverte aux aveugles de la « gauche » française

A la suite, un débat avec le camarade Gérard Bad, portant notamment sur le rôle des GAFA dans l'évolution des forces productives et des rapports de production

« La science consiste précisément à établir comment la loi de la valeur s'impose. »

Karl Marx, lettre à Ludwig Kugelmann, 11 Juillet 1868

La plupart des analystes, même prétendument « marxistes », n'ont pas réellement compris la mutation actuelle du système.

Alors que la réalité est pourtant sous nos yeux, avec la soumission et l'adaptation de l'ensemble du système, et même de la majorité de la fraction financière boursicoteuse, aux injonctions de la BCE, y compris de manière étendue, sinon généralisée, concernant la réduction des dividendes :

<https://www.novethic.fr/actualite/gouvernance-dentreprise/gouvernance/isr-rse/33-milliards-d-euros-de-dividendes-prevus-en-2020-presque-moitie-moins-qu-en-2019-148483.html>

https://www.bnains.org/archives/dividendes_CAC40_2020.php

https://www.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/la_bce_demande_aux_banques_de_ne_pas_verser_de_dividendes_au_moins_jusquen_octobre_2020.pdf

Etc...

Dans le contexte actuel il y a donc une période d'ajustement de la part restante attribuée au capital financier par la BCE. Une part qui est néanmoins fort bien acceptée par cette fraction financière qui est désormais son obligée.

Cela se traduit nettement, en dépit de la « crise du Covid-19 » et des perspectives économiques hyper mauvaises, par une stabilité tout à fait remarquable des indices boursiers depuis le moment de « chute » évidemment programmée de fin Février-début Mars :



Il n'y a donc que les imbéciles pour ne pas le voir, mais ils sont légions, et parmi eux, l'essentiel de la gauche française, même « extrême ».

De plus, il est tout aussi évident que la perspective de « reprise » n'existant que de manière conditionnée par la politique de crédit des Banques Centrales, dont la BCE en Europe, cette nouvelle situation n'est pas transitoire mais durable. La part restante attribuée au capital financier par les Banques Centrales sera réajustée de manière constante en fonction de leur politique de crédit, et non plus en fonction des seuls aléas des marchés, même financiers.

Il en ira ainsi durablement sauf dérapage et nouvelle bulle, mais qui ne fera qu'aboutir à renouveler l'opération « crise de peur-panique » sous une forme ou sous une autre, et renforcer encore la dépendance du système au crédit des Banques Centrales.

Que la "création monétaire" soit faite de manière directe ou indirecte, peu importe, le constat est que le système, depuis la crise de 2007-2008, ne survit que sous la perfusion monétaire des banques centrales, et la "crise du Covid-19" ne fait que consacrer cette situation de manière définitive.

Ce qui change fondamentalement, dans la forme par laquelle se manifeste la loi de la valeur, c'est bien la relation entre crédit et circulation monétaire.

Il est plus que temps de s'en apercevoir et d'en tirer les conséquences.

Évidemment, la seule alternative réelle à la crise systémique désormais à la fois cyclique et permanente réside dans le réveil du prolétariat et des classes populaires, mais seulement s'il se transforme en force politique consciente de cette problématique, et ce n'est donc pas du tout ce qui ressort actuellement des grandes proclamations des uns et des autres sur l'« après Covid-19 ».

Luniterre

« La science consiste précisément à établir comment la loi de la valeur s'impose. »

Karl Marx, lettre à Ludwig Kugelmann, 11 Juillet 1868

SUR LE MÊME THÈME >>>

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/05/02/de-la-source-economique-du-nouveau-pouvoir-des-banques-centrales/>

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/05/01/1er-mai-2020-resister-face-au-coup-detat-mondial-des-banques-centrales/>

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/04/26/crise-du-covid-19-le-coup-detat-des-banques-centrales-pour-les-nuls/>

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/05/04/crise-et-pandemie-de-loeuf-et-de-la-poule-qui-est-le-premier/>

Démasqués :

Le nouveau pouvoir des faux-monnayeurs

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/04/22/demasques-le-nouveau-pouvoir-des-faux-monnayeurs/>

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/04/24/sur-le-nouveau-pouvoir-des-faux-monnayeurs-des-banques-centrales-quelques-observations-complementaires/>

En réponse au plagiat grossier **effectué par Khider Mesloub**

La nécessité d'une réponse ne réside pas dans l'appropriation grotesque du texte de notre article **« Démasqués : le nouveau pouvoir des faux monnayeurs »** par Khider Mesloub, mais dans la déformation fondamentale du sens, et précisément dans le masque nouveau dont ce plagiat voile ce nouveau pouvoir, en le présentant comme une simple continuation « accentuée » du pouvoir du capital financier « traditionnel » et déjà quasiment mondialisé depuis un siècle, même si avec de violents conflits internes.

Le point de départ de cette réponse, du reste, est une observation faite par le camarade Gérard Bad, qui, bien que ne manquant pas de remarquer le plagiat, n'en tente pas moins de voiler également le sens de l'original en le réduisant à une problématique « quantitative » dans la circulation monétaire et les rapports entre les Etats et les Banques centrales, sans comprendre que le sens même de cette nouvelle circulation monétaire et littéralement aussi le sens dans lequel s'exerce la nouvelle hiérarchie des pouvoirs planétaires, où le capital financier « traditionnel » a lui-même perdu le trône suprême et doit se contenter des strapontins dorés des obligés et débiteurs privilégiés.

Luniterre

Coup d'Etat planétaire ourdi par l'oligarchie financière

dimanche 26 avril 2020, par Khider Mesloub

<https://www.matierevolution.fr/spip.php?article5882>

[NDLR >>> PRINCIPALE CIBLE DE CE PLAGIAT >>>

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/04/22/demasques-le-nouveau-pouvoir-des-faux-monnayeurs/> /

"Que chaque nation crèverait, qui cesserait de travailler, je ne veux pas dire pendant un an, mais pendant quelques semaines, chaque enfant le sait", Karl Marx, lettre à Ludwig Kugelmann, 11 juillet 1868. Comment les dirigeants les plus éminents, formés dans les plus grandes universités, ont-ils oublié ce truisme ? Quelles sont les véritables motivations de la stratégie politique de confinement totalement préjudiciable aux intérêts économiques et sanitaires des pays ? Aujourd'hui, il est clairement établi, eu égard aux conséquences catastrophiques provoquées par la décision d'arrêter la production (du moins certains secteurs secondaires), qu'il s'agit là d'un véritable sabotage généralisé de l'économie machiné par quelques fractions du capital financier aux intérêts menacés d'éclatement ces derniers mois, consécutivement à la fragilisation de la sphère spéculative. Aussi, ce sabotage de l'économie répond-il à un plan machiavélique et non à une « décision irrationnelle » des gouvernants, ces représentants des peuples censés défendre l'intérêt national et protéger les populations laborieuses des calamités économiques et sanitaires, mais en vrai entièrement soumis aux puissances financières. À l'évidence, les intérêts « sanitaires » ayant présidé à la stratégie de confinement sont totalement opposés aux intérêts vitaux des nations.

Une chose est sûre : le désordre et le cataclysme économiques actuels ne doivent rien au hasard. Ce désordre apparent s'inscrit dans la stratégie de la théorie du « chaos constructif » (ou « destruction créatrice », selon l'expression de Joseph Schumpeter) visant la mise en œuvre accélérée de la gouvernance mondiale du capital financier, dominé par la finance occidentale. À cet égard, dans un contexte de crise économique aiguë et de menace d'éclatement imminent de la « bulle financière », le Covid-19 a constitué, pour l'oligarchie financière, une opportunité inespérée pour accélérer ce processus de purgation de l'économie et de gouvernance mondialisée assurée par les banques centrales désormais seules institutions capables de renflouer les trésors publics des Etats, devenant ainsi les nouveaux maîtres et décideurs du monde. En effet, ces récentes dernières années, le différentiel entre l'économie réelle anémiée et la sphère financière artificiellement gonflée menaçait d'éclatement. Par cette opération de purge économique exécuté à la faveur de l'apparition du coronavirus, le capital financier escompte relancer l'économie à son profit, après avoir éliminé les secteurs et les entreprises insuffisamment adaptés à la globalisation contemporaine.

C'est dans cette perspective qu'il faut inscrire cette ultime tentative de sauvetage du capitalisme opérée par les fractions « modernistes » de la finance. Cette opération, effectuée dans une période de paix, donc sans conflits armés, a pour dessein la destruction simultanée d'une grande partie des forces productives (comme lors des deux Guerres mondiales) et d'une partie des capitaux financiers superflus, afin d'éviter, dans ce dernier cas, la réitération rapide de la constitution de la « bulle financière » susceptible de compromettre la reconstruction économique envisagée par les tenants de ce coup d'État financier.

De manière générale, le processus de financiarisation du capitalisme, en vigueur depuis plus trois décennies, ne résulte pas d'un dévoiement politique opéré par des Etats malveillants ou par des investisseurs avides d'argent facile, mais de la chute de la rentabilité des investissements « productifs », autrement dit du secteur de l'économie réelle, seule activité productrice de plus-value. Cette baisse drastique de la rentabilité dans l'économie réelle est due à l'augmentation exponentielle de la rentabilité du travail, obtenue grâce à l'accroissement considérable de l'automatisation des entreprises et de l'extension de la robotisation. Cette augmentation de la rentabilité entraîne inévitablement la réduction de la main-d'œuvre et, corrélativement, la diminution du capital injecté dans le circuit de la consommation via les salariés du secteur productif désormais réduits à la portion congrue, détruisant ainsi la dynamique de croissance du cycle production-consommation. Aussi, faute d'une relance durable de l'économie capitaliste, devenue impossible dans le cadre du fonctionnement actuel du système sclérosé, les fractions les plus « modernistes » du capital financier, se sont-elles résolues à œuvrer à la refondation d'un nouvel ordre mondial entièrement dominé par leur classe financière dominante. Aujourd'hui, le manque de réactivité des Etats devant la pandémie du Covid-19 s'éclaire à la lumière de l'actualité à posteriori moins dramatique en matière de mortalité que les prévisions catastrophistes annoncées par les médias inféodés aux puissances financières (l'Impérial Collège annonçait insidieusement, au début de l'épidémie, pour créer un climat de psychose légitimant les mesures de confinement et d'arrêt de l'économie, des millions morts).

Tout s'était passé comme si toutes les conditions avaient été délibérément réunies pour favoriser la stratégie de confinement avec son corollaire d'arrêt de l'économie. Ces « défaillances » sanitaires programmées, illustrées notamment par les carences en matière d'urgence médicale et l'absence d'équipements médicaux, dévoilent la stratégie du chaos fomentée par les différents gouvernements

inféodés aux puissances financières. L'absence d'adoption de mesures sanitaires précoces, telles que les contrôles aux frontières et aux aéroports, la défaillance des masques, tests, gants, gels hydro alcooliques, respirateurs, les campagnes de dénigrement à l'encontre du professeur Didier Raoult, constituent des preuves irréfutables de la volonté des pouvoirs (contrôlés par les puissances financières) de saborder délibérément la « santé » économique et sanitaire des pays occidentaux (et, par extension, des autres pays dépendants, notamment les pays pauvres, entraînés malgré eux dans cette débâcle), aux fins d'enclencher cette « mutation » du capital financier, ce virus plus dangereux que le coronavirus. Cette stratégie criminelle dévoile la nature perverse des classes dirigeantes contemporaines.

Le Covid-19 n'a constitué qu'un prétexte opportun à la mise en œuvre de cette politique de sabotage économique, opérée « au nom de la sauvegarde sanitaire ». Or, d'un point de vue purement comptable, cette stratégie de confinement est dramatiquement coûteuse. Si l'on met en balance le coût de fabrication ou d'achat des matériels sanitaires et médicaux, et de construction d'établissements de soins complémentaires, même réalisés dans l'urgence, et le coût économique d'un arrêt complet de la production avec ses désolations collatérales en matière de chômage pandémique et de faillite d'entreprises, on constate immédiatement que la première option d'investissement urgente est plus rationnellement adaptée aux intérêts du pays, tant au niveau sanitaire qu'au niveau économique. Aussi, compte tenu de ces éléments, il est manifestement évident que le sabotage généralisé de l'économie constitue bien une planification ourdie par les élites financières et non l'œuvre d'une décision « irrationnelle » politique. C'est l'oligarchie financière mondiale dont les capitaux étaient menacés par l'éclatement imminent de la « bulle financière » qui a actionné cette opération de sabotage pour accélérer en sa faveur le processus de financiarisation de l'économie. Cette mutation économique était devenue la priorité primordiale pour les grands financiers mondialistes, bien avant l'intérêt national. Pour preuve de la mainmise des financiers dans ce coup d'État économique mené sous couverture sanitaire, la faiblesse de la perte du capital financier enregistrée au niveau des bourses, depuis le début de la crise sanitaire du Covid-19 : comparativement à la crise de 2008, aujourd'hui les pertes sont plus faibles. Et comment expliquer cette faiblesse en matière de pertes boursières ? La réponse est dans la question.

En tout état de cause, cela prouve une chose : l'intérêt du capital financier est radicalement distinct des nations et des peuples. Le capital financier est, sous le rapport de la « valeur », un capital factice, mais aux capacités réelles de domination économique et politique. Actuellement, placé devant une crise insurmontable, le capital financier, dirigé par une élite cynique, a décidé de régler à sa manière les contradictions du capital. Quitte, comme on l'observe aujourd'hui, à tenter des « solutions » dramatiquement préjudiciables pour les économies nationales et les populations, les premières condamnées à la faillite, les secondes à la famine. Le capital financier est sans foi ni loi. Pour pérenniser sa domination de classe au moyen d'une restructuration du capitalisme, il est disposé à sacrifier des pans entiers de l'économie planétaire et à réduire à la misère des centaines de millions de personnes. Quitte à financer la « nouvelle économie », reconfigurée selon les intérêts du capital financier, par les Etats, autrement dit avec l'argent des contribuables (des travailleurs) et l'endettement. Or, l'endettement de l'État est assuré par les banques centrales. Aussi, avec l'expansion actuelle de l'endettement des États, se profile inéluctablement la perte de contrôle sur le développement de leur économie, aujourd'hui plus que jamais obéré par la crise précipitamment enclenchée par le capital financier. Avec l'aggravation de la crise économique, ces mêmes États sont condamnés à recourir au crédit pour renflouer leur trésorerie anémiée, afin de subventionner leurs rares survivantes entreprises, assurer la survie de leurs populations affamées par le nouvel ordre économique génocidaire qui se dessine. Inexorablement, pour bénéficier des crédits, les Etats doivent passer sous les fourches caudines des banques centrales. Autrement dit, les Etats vont devoir capituler devant le capital financier, abandonner leur indépendance.

Lentement mais sûrement, le pouvoir de l'oligarchie financière étend sa domination sur tous les pays, y compris contre une grande partie de la petite et moyenne bourgeoisie, aujourd'hui précarisée, paupérisée, prolétarisée, néanmoins toujours plein d'illusions sur les magnificences du capitalisme.

Qui a dit que le prolétariat avait disparu ? N'est-ce pas plutôt à la disparition définitive des « classes petites et moyennes bourgeoises » que nous assistons. À leur prolétarianisation rampante, à leur précipitation irréversible dans la misère et la mendicité, à leur clochardisation. Aujourd'hui, Marx a gagné contre ses détracteurs qui encensaient le capitalisme triomphant, assurant éternellement bonheur et prospérité, élévation constante du niveau de vie, ascension définitive sociale, disparition de la paupérisation, le triomphe irréversible des classes moyennes, signant la fin de l'histoire, etc (sic). Aujourd'hui ne subsiste sur la scène historique que deux classes antagoniques : la bourgeoisie et le prolétariat. La première nous mène

vers l'hécatombe. Le second doit empêcher cette perspective par son devoir de s'atteler à remplir sa mission historique d'émancipation de l'humanité, autrement dit la fin de la société de classe.

Mesloub Khider

Une réponse du camarade Gérard Bad :

[Coup d'Etat planétaire ourdi par l'oligarchie financière](https://www.matierevolution.fr/spip.php?article5882#forum49054)

<https://www.matierevolution.fr/spip.php?article5882#forum49054>

11 mai 09:53, par oeil de faucon

Cet article est tiré de Tribune ML sous le non "Coup d'État mondial des Banques Centrales". Que faut il entendre par coup d' état mondial ? Que je sache les banques centrales par exemple en Europe ont toutes un siège à la BCE, et ce n' est pas l' injection de 750 milliards d' euros approuvés par les états, qui peuvent présenter un caractère de coup d' Etat qui plus est mondial.

**Résister
face au Coup d'État mondial des Banques Centrales !**

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/05/01/1er-mai-2020-resister-face-au-coup-detat-mondial-des-banques-centrales/>

Post en réponse proposé par TML :

[Coup d'Etat planétaire ourdi par l'oligarchie financière](https://www.matierevolution.fr/spip.php?article5882#forum49058)

<https://www.matierevolution.fr/spip.php?article5882#forum49058>

par Luniterre

Constater que Khider Mesloub a plagié l'article de TML est une chose, constater qu'il n'en a néanmoins pas compris l'essentiel, une autre !

Quant à le reformuler ainsi :

« Que je sache les banques centrales par exemple en Europe ont toutes un siège à la BCE, et ce n'est pas l'injection de 750 milliards d'euros approuvés par les états, qui peuvent présenter un caractère de coup d'État qui plus est mondial. » [Gérard Bad]

C'est ne pas l'avoir compris non plus, ou bien, pas lu entièrement.

En effet, ce n'est pas ce qui y est dit.

Ce n'est pas l'importance relative de telle ou telle somme injectée, même si néanmoins réellement « astronomique », mais le sens de l'évolution économique et monétaire que la présente crise implique qui importe réellement, et constitue un changement irréversible dans l'évolution du système de domination de classe.

En réalité, c'est bien depuis 2008 que le système entier est sous perfusion monétaire par injections constantes de liquidités « astronomiques » et incapable de résorber cet excédent de liquidités par une augmentation de la valeur réellement dégagée du secteur productif.

L'idée originelle et « officielle » du QE et autres formes d'injections était en principe de relancer l'appareil productif et de permettre la revalorisation du capital dans le circuit productif.

Autrement dit, il y avait là une prétention à renouer un lien entre l'aspect spéculatif « fictif » du capital financier et son aspect d'investissement industriel « productif ».

Or cela n'a pas été le cas, et en ce sens le simple « sauvetage des banques » n'a aucunement permis un « sauvetage de l'économie réelle », en termes de développement.

Ce fut simplement un sauvetage relatif, de « maintien à flot », c'est à dire de stagnation, sans nouvelle valorisation significative possible.

Le « regonflage » d'une nouvelle bulle financière menait donc tout droit à un krach majeur, très prochainement, et qui a donc été évité en « crevant l'abcès » sous prétexte de « pandémie mondiale ».

Mais le résultat est bien que les politiques monétaires de type QE, historiquement et supposément « non conventionnelles », sont devenues la règle, et même la règle obligatoire, la condition sine qua non de la survie du système.

Donc dire que les États, les monopoles industriels et financiers, les banques d'affaires et de dépôt « normales », ou même les TPE-PME ou quelque acteur économique que ce soit, sont « d'accord » pour cette politique, ou « approuvent » les nouvelles « injections », quelles qu'en soient désormais les sommes, cela n'a réellement aucune signification, vu qu'ils n'ont aucun autre choix, sinon leur propre mort, en tant qu'États, banques, entreprises, etc... !

Et ce n'est donc pas par elle-même l'accumulation exponentielle d'endettement, ni même les excédents de liquidités en circulation, qui rendent impossible le retour en arrière, mais bien le fait qu'avec le développement de la robotisation de la production et des services, avec le recul de la part du travail productif humain dans l'économie mondiale, c'est l'évolution actuelle des forces productives qui mène à une évolution des formes par lesquelles se manifeste la loi de la valeur dans l'économie, et précisément, en l'occurrence, une transformation profonde de la relation entre crédit et circulation monétaire.

C'est ce qui est expliqué dans la série d'articles en lien, se terminant avec la « *Lettre ouverte aux aveugles de la « gauche » française* » :

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/05/06/lettre-ouverte-aux-aveugles-de-la-gauche-francaise/>

Et du reste, il est significatif que Khider Mesloub ait tronqué l'essentiel de la citation de Marx, qui se terminait ainsi :

« La science consiste précisément à établir comment la loi de la valeur s'impose. »

Luniterre

A la suite, un échange utile avec le camarade Gérard Bad :

Bonjour matinal [... reçu de Gérard Bad]

Ne pouvant te répondre au coup par coup, et comme tu poses la question d'un "coup d'Etat mondial" des banques centrales, je vais faire un article complet sur le sujet puisque tu n'es pas le seul à émettre cette idée. Le sieur F.Chesnais parle de « ***coup d'Etat fondateur de la dictature des créanciers..*** » l'expression « dictature des créanciers nous vient de (Fitoussi 1995), (Bourguiba,1995) va plus loin avec « sa tyrannie des marchés ». Par contre il aurait été intéressant que tu parles des GAFAs et du Libra qui essaye de détrôner le dollar, ces GAFAs américains et chinois sont devenus une puissance financière agissante qui menace les banques. Si ils parvenaient à s'imposer comme nouvelle monnaie universelle, comme l'avait fait le dollar après la seconde guerre mondiale nous pourrions alors parler d'un bouleversement mondial au niveau de la monnaie internationale, monnaie qui deviendra alors complètement virtuelle comme Marx l'avait prévu je cite:

« C'est pourquoi l'argent, sous sa forme immédiate, correspondant à une phase historique antérieure au capital, apparaît à celui-ci comme frais de circulation. Le capital s'efforcera donc de se convertir en une forme qui lui soit adéquate, en en faisant le représentant d'une phase de la circulation qui ne lui coûte pas de travail et n'a pas de valeur. Le capital cherche donc à supprimer l'argent sous sa forme et son existence traditionnelles et immédiates et à le transformer en un produit du capital, en en faisant un produit purement idéal, c'est-à-dire matériellement aboli. » Fondements t II p 186

Toute l'histoire de la monnaie, de l'or au billet jusqu'aux signes de la monnaie scripturale et maintenant électronique l'argent ne sortira plus des banques

Bien à toi et à te lire,

GB

Réponse TML >>>

Bonjour, camarade!

L'expression:

« coup d'Etat fondateur de la dictature des créanciers.. »

saisit assez bien un aspect immédiat de ce qui vient de se passer, mais ne va pas jusqu'à la racine de cette problématique, qui est l'évolution des formes par lesquelles se manifeste la loi de la valeur en fonction de l'évolution des forces productives.

A cet égard, par contre, tu as tout à fait raison de souligner le rôle particulier et particulièrement important, "qualitativement", si l'on peut dire, que jouent les GAFA, et y compris chinois, comme tu n'oublies pas, et fort à propos, de le noter.

"Qualitativement" s'entend ici au sens du changement de nature des rapports de production, avec le recul constant de la part du travail humain productif.

Par contre, il ne faut pas surévaluer l'apparition éventuelle de "monnaies dissidentes" virtuelles en concurrence des monnaies "marchandises" actuelles, vu qu'elles se placent précisément en concurrentes "marchandes" et non en sources de crédit réellement opérationnel, qui est devenu et restera, sauf révolution politique, l'apanage des Banques Centrales.

Les fluctuations des marchés financiers sont elles-mêmes désormais soumises à la pression des Banques Centrales, comme le montre leur

nivellement actuel. Les acteurs du marché ne font eux-mêmes globalement plus grand chose d'autre que le même genre de théâtre d'ombres qu'est devenue depuis très longtemps la "démocratie" parlementaire bourgeoise.

Leur "tyrannie" n'est plus que celle de cabots kollabos, tenus en laisse par l'oligarchie des Banques Centrales.

Bien à toi,

Amicalement,

Luniterre

En réponse à un envoi de doc,

une réflexion sur les GAFA et la plus-value :

Bonsoir, camarade !

Je te remercie pour l'envoi des docs sur les GAFA

Le sujet sur les monnaies virtuelles « dissidentes » est intéressant, également, mais avec l'évolution actuelle cela ne change pas grand chose en termes de circulation monétaire.

Même si une grosse boîte comme Facebook crée sa monnaie, tôt ou tard elle doit être convertible et donc soumise aux pressions du marché monétaire.

Évidemment, il peut y avoir concurrence avec une monnaie telle que le dollar, mais cela implique précisément une convertibilité souple, pour en faire une potentielle monnaie internationale qui, de facto, deviendrait, sur le marché des changes, une nouvelle monnaie de « réserve ».

Assez logiquement, un tel projet rencontrera l'opposition des banques centrales, à moins qu'il ne se place, d'une manière ou d'une autre, sous leur coupe en termes de crédit.

Auquel cas son « existence » ou non deviendrait purement anecdotique, réduite à un gadget commercial.

D'une manière générale, la plus-value réelle dégagée par les GAFA, contrairement aux apparences, est en réalité très réduite, sinon pratiquement insignifiante, en rapport de leur chiffre d'affaire, et même de leur bénéfice, qui provient en fait du quasi-monopole mondial qu'ils exercent sur la « production » de valeurs d'usages qui n'exigent pas ou très peu de travail humain vivant.

Dans certains cas, néanmoins, une partie importante de leur revenus qui proviennent de la publicité peut s'analyser, en partie, comme de la plus-value indirectement extorquée, lorsqu'il s'agit de pub pour des produits qui contiennent eux-mêmes encore une part de travail vivant.

Globalement, deux produits similaires « concurrents », de prix de vente égaux, et qui se partagent un même marché, contiennent tout deux une part de plus-value, disons pour simplifier, au prorata de la part de travail vivant qu'ils comportent encore.

S'ils ne comportent plus du tout de travail vivant, ils ne comportent plus de plus-value et ne peuvent générer un bénéfice qu'en situation de monopole ou d'entente entre monopoles « concurrents ».

Dans ce cas il y a monopole de la valeur d'usage. La « valeur d'échange » devient en fait la valeur d'utilité marginale, au sens néo-classique du terme.

A proprement parler, la notion de valeur d'échange disparaît donc derrière la valeur d'utilité marginale.

...Ou du moins, elle semble disparaître... !

Mais elle réapparaît « en creux », en quelque sorte, car la valeur d'utilité marginale ne peut fonctionner que si le « client » a de quoi payer pour satisfaire son besoin, éventuellement vital.

Or, si son argent ne provient plus de sa force de travail, dans un monde entièrement robotisé, d'où vient-il, sinon, indirectement, du crédit des Banques Centrales qui financent déjà la production ?

Et nécessairement indirectement, vu que faute de travail salarié, ce « crédit », pour le consommateur, ne peut apparaître que sous une forme non remboursable à son niveau.

C'est précisément ce qui vient de se passer avec la « crise du Covid-19 » et le chômage « partiel » mais massif et qui ne peut donc être financé que très partiellement par la valeur-travail, qui n'est plus générée en proportion. Il est donc financé directement par les États, eux-mêmes financés, directement ou non, par les crédits « débloqués » par les banques centrales...

Les Banques centrales en sont donc déjà à financer à la fois la production et la consommation.

C'est un avant-goût, en quelque sorte, d'une situation de monopole absolu et/ou de concertation entre monopoles pour une dictature de la valeur d'utilité à la fois marginale et entièrement contrôlée, aux deux bouts du cycle production-consommation, de façon à assurer la pérennité de la domination de classe.

Cette dictature de la valeur d'utilité marginale, qui prend progressivement en otage tous les besoins économiques de la vie, et qui repose donc de plus en plus sur le monopole des valeurs d'usages produites par des moyens de plus en plus robotisés, ne peut tenir que sous la coupe réglée par les Banques Centrales, maîtrisant donc complètement la source du crédit et de la création monétaire.

La crise de 2007-2008 a déjà jeté, par la force de la nécessité, et notamment sous la forme « QE », les bases « nouvelles » d'un tel système de domination de classe.

La « crise du Covid-19 » a permis de « pérenniser » ce qui était jusque là, hypothétiquement et « théoriquement », « non-conventionnel ». ...Et de faire quelques pas en avant considérables vers la dictature de la valeur d'utilité marginale, basée sur le monopole des valeurs d'usages, ...et le crédit des Banques Centrales !

Bien à toi,

Amicalement,

Luniterre

Sur les GAFA et la loi de la valeur,
une suite au débat avec le camarade Gérard Bad :



Bonjour

voici dans un article sur les GAFA ce que j' écrivais en 2018

[Les GAFA et la loi de la valeur](#)

« Nous sommes d' accord pour dire que les GAFA ne créent pas de valeur tant qu'ils se positionnent comme une médiation qui n' a pas plus d' importance que la publicité. Encore que cette médiation est bien particulière du simple fait que sa ramification pénètre partout¹ pour prélever de l' information en temps réel, dont les GAFA font ensuite commerce. Nous pouvons dire que l' informatisation de la société est l' infrastructure sur laquelle se greffe celle des GAFA; que cet ensemble forme « la nouvelle économie ». [...]

<http://spartacus1918.canalblog.com/archives/2018/04/19/36325445.html>

Réponse TML >>>

Bonjour, camarade!

Une assez bonne approche de la situation particulièrement transitoire de l'évolution actuelle des forces productives.

Avec, néanmoins, dès le départ, une grosse bévue sur la notion de valeur.

En effet, si une grande partie des revenus des GAFA provient de la publicité, cela ne peut néanmoins fonctionner que s'il y a des usagers pour les services qu'ils produisent, pour les produits qu'ils diffusent, même si souvent gratuitement.

Leur "production" sous toutes ses formes, représente donc une valeur d'usage, et même une valeur d'usage essentielle dans le monde actuel. Il est donc tout à fait faux de dire qu'ils ne produisent pas de valeur!

Par contre, c'est bien le caractère presque entièrement automatisé de cette "production" qui en réduit le caractère "productif" en termes de plus-value, et tend même à le réduire vers le point zéro de l'automatisation intégrale, ce qui n'en préserve pas moins son caractère de valeur d'usage.

Ce qui est important de comprendre, c'est donc comment cette valeur d'usage s'insère dans des circuits productifs et commerciaux "traditionnels" encore essentiellement fondés sur la valeur d'échange.

C'est bien en cela que la situation actuelle est spécifiquement transitoire.

Bien entendu, et comme tu le remarques fort justement toi-même, la tendance du capital est toujours de revenir à sa propre source, qui est la valorisation par accumulation de plus-value dans le circuit productif "traditionnel" où il reste encore une part importante de travail vivant.

Tendance qui ne peut, cependant, contredire fondamentalement la tendance à l'augmentation de la "productivité" par la robotisation et l'exclusion progressive mais irréversible du travail vivant...

Bien entendu, il y a une part importante de l'accumulation opérée par les GAFA qui se joue dans le domaine du capital financier “fictif”, mais il ne faut pas oublier que le lien entre “fictif” et “productif”, même s'il se distend à l'extrême, doit nécessairement se reconstruire sous une forme ou sous une autre pour la pérennité de la domination de classe.

C'est bien ce qui s'est produit, même si de façon insuffisante pour régler durablement le problème, avec la solution “QE” après 2008. Et c'est bien pourquoi ce type de solution est donc devenu systématique et systémique, avec la présente “crise du Covid-19”, par le crédit tous azimuts répandu par les Banques Centrales.

Le lien entre le capital “fictif” des GAFA et leur “production” spécifique s'effectue donc directement par le monopole des valeurs d'usage produites, ce qui en fait une évolution nouvelle et particulière, qui inaugure donc, en quelque sorte, une évolution caractéristique des rapports de production au sein du système de domination de classe.

D'ores et déjà, elle apparaît sous la forme de la valeur d'utilité marginale, qui coexiste donc, dans cette phase transitoire, avec la “bonne vieille” valeur d'échange: lorsqu'un travailleur salarié paye un produit ou un service venant de cette source nouvelle de valeur d'usage, il le fait néanmoins avec le prix de sa force de travail. Pourtant il est tout à fait impossible de définir cela comme “échange”, car l'échange avec un circuit de production entièrement automatisé, c'est bien un échange entre un humain et une machine, c'est à dire un non-échange, à proprement parler, sauf à prêter une personnalité complète à la machine.

La “personnalité” de la machine n'est que celle du monopole GAFA qui la contrôle, en tant que source de valeur d'usage.

Ce qui nous ramène bien au concept tout à fait opérationnel, dans ce cas, de valeur d'utilité marginale. ...Et à son lien incontournable, d'ores et déjà, avec la circulation monétaire d'un nouveau genre en train de se mettre en place sous l'égide du nouveau pouvoir des Banques Centrales.

A noter que même s'il devait y avoir une “guerre” plutôt qu'une “fusion” entre GAFA et Banques Centrales, cela n'empêchera pas que ce type de circulation monétaire sera celui mis en place au final, même si les GAFA arrivent à dominer le circuit du crédit et de la création monétaire.

Bien à toi,

Amicalement,

Luniterre

Suite de l'échange >>>

Bonsoir,

Un autre texte sur les GAFA

(<http://spartacus1918.canalblog.com/archives/2018/03/29/36274911.html>), qui devrait te permettre de te rendre compte que la création de pl dans ces secteurs n'est pas simple. Si nous prenons Amazon Nous pourrions penser qu'il y a création de valeur, seulement si il y a du travail salarié. Mais les GAFA embauchent des gens sans véritable statut, voir celui d'indépendant ou d'auto entrepreneur de soi. Par conséquent sans travail salarié pas de pl, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'exploitation. Si nous prenons Uber "le dit capitalisme de plate forme" il fait son profit en jouant sur un capital constant faible et sans salariés ou très peu.

Tu verras mon autres textes, qui visait à alerter mes copains de l'importance de ce nouveau capitalisme.

Pour qu'il n'y est pas de confusion entre nous sur la pl, pour Marx est productif de pl celui ou celle qui fait fructifier le capital, et donne plusieurs exemples comme celui d'une chanteuse qui chante pour un patron donc salariée, celui d'un instituteur qui travail pour le privé en opposition avec celui qui est payé par l'état (un mangeur de pl...)

En ce qui concerne la BCE, le "coup d'Etat" je dirais plutôt le coup de force, vise entre autre à calmer les vellétés souverainistes, et les récentes déclaration des eurocrates le prouve avec la dissidence allemande.

G.B.

Réponse TML >>>

Bonsoir, camarade!

Franchement, camarade, dans ce dernier mail tu parles de création de valeur sur la base du travail salarié, c'est à dire donc bien de plus-value...

Je ne trouve pas les chiffres précis de chiffre d'affaire pour les Gafa en 2019, mais il est certain que cela se chiffre en centaines de milliards de dollars et peut donc se comparer au budget annuel de pas mal d'États, dont la France...

(Question capitalisation boursière, il s'agit même carrément de milliers de milliards de dollars)

Quoi qu'il en soit, le chiffre d'affaire est essentiellement de la valeur générée annuellement par leur activité économique, et d'autant plus que leurs frais sont évidemment très limités, y compris et précisément en personnel salarié !

C'est donc bien pourquoi je t'ai déjà précisé : « D'une manière générale, la plus-value réelle dégagée par les GAFA, contrairement aux apparences, est en réalité très réduite, sinon pratiquement insignifiante, en rapport de leur chiffre d'affaire, et même de leur bénéfice, qui provient en fait du quasi-monopole mondial qu'ils exercent sur la « production » de valeurs d'usages qui n'exigent pas ou très peu de travail humain vivant. »

Mais l'analyse peut être plus complexe, et une partie de la plus-value générée dans le secteur productif s'y retrouve sous une autre forme.

« Dans certains cas, néanmoins, une partie importante de leur revenus qui proviennent de la publicité peut s'analyser, en partie, comme de la plus-value indirectement extorquée, lorsqu'il s'agit de pub pour des produits qui contiennent eux-mêmes encore une part de travail vivant. »

De fait, sans l'activité commerciale des Gafa, une partie importante de l'activité du secteur productif n'existerait pas à un tel stade de développement.

On ne peut donc les séparer totalement. C'est l'un des aspects actuels du développement des forces productives propre à notre époque et qui la distingue des précédentes.

Pour autant, cela ne résout pas la question fondamentale de la source de la valeur générée par les Gafa.

Ce n'est donc pas uniquement une part prélevée commercialement sur la plus-value, au sens classique de ce « partage » à l'époque de Marx. Néanmoins, en étudiant l'évolution de la loi de la valeur, y compris de manière prospective, telle qu'il l'a fait notamment dans les Grundrisse, Marx nous fournit pourtant la réponse à cette question.

Dans son analyse de l'automatisation de la production il est clairement expliqué que la l'action de la loi de la valeur cesse avec la fin de l'existence du travail productif humain, c'est à dire la robotisation totale de la production et des services.

Bien entendu, en 1857, la combativité du prolétariat l'incitait à penser que cette transition s'opérerait sous le socialisme, voire même sous la phase supérieure du communisme déjà en voie de réalisation.

Toutefois il est néanmoins clair dans ses texte que le rapport entre l'évolution des forces productives et l'action de la loi de la valeur se détermine jusqu'à un certain point indépendamment des superstructures politiques, communistes ou non.

Le fait que l'action de la loi de la valeur doive s'éteindre progressivement avec le développement de l'automatisation ne signifie donc pas nécessairement la fin du capitalisme, ou, à tout le moins, d'un système de domination de classe.

A l'évidence, l'automatisation de la production et des services a progressé beaucoup plus rapidement que la lutte des classes, et surtout que l'avancée de la conscience de classe, qui a même, tout aussi évidemment, fortement reculé, en comparaison des époques précédentes, dont celle de Marx.

C'est une évidence qu'il faut simplement assumer de manière cohérente dans nos analyses, ce que la plupart des pseudos- « marxistes » sont bien incapables de faire, et refusent même carrément, consciemment ou non, utilisant maintes formes de déni les plus diverses et toutes à la fois pitoyables et délétères pour le mouvement prolétarien.

Il nous faut donc comprendre l'évolution actuelle des formes par lesquelles se manifeste encore l'action de la loi de la valeur dans le contexte actuel, et non dans un contexte imaginaire qui n'existe plus.

Dans l'article envoyé par ton mail précédent tu parles assez clairement du capital accumulé par l'activité des Gafa, tout en niant d'entrée de jeu que cela puisse être de la valeur créée par leur activité... !

« *Les Gafa et la loi de la valeur*

Nous sommes d'accord pour dire que les Gafa ne créent pas de valeur tant qu'ils se positionnent comme une médiation qui n'a pas plus d'importance que la publicité. »

Or l'essentiel de l'activité des Gafa est caractérisé précisément par son automatisation presque totale, via les processus informatiques qui ne nécessitent donc, comme on l'a souligné au départ, qu'une proportion infinitésimale de travail vivant.

Il s'agit donc de services et même de produits qui n'ont le plus souvent même plus de supports matériels à proprement parler. Ce n'en sont pas moins des services et/ou des produits qui prennent un caractère incontournable et même essentiel dans l'économie actuelle. Ce sont donc d'abord et avant tout des valeurs d'usages indispensables, qui s'insèrent pratiquement et concrètement en tant que telles dans les circuits économiques.

En tant que telles elles représentent bien un ensemble de valeurs créées par l'activité de ces Gafa, sans générer pour autant de plus-value en proportion, et pour cause !

Elles n'en arrivent pas moins sur le marché, non pas en tant que valeurs d'échange, mais bien en tant que valeurs d'utilité marginales, au sens tout à fait néoclassique du terme, ce que j'ai déjà tenté de t'expliquer, du reste, ainsi que l'interpolation entre les deux types de valeurs désormais en circulation dans l'économie actuelle.

Ce que la fraction la plus avisée et consciente de la bourgeoisie a parfaitement compris et tente d'assumer concrètement et durablement par le contrôle monopoliste du crédit qu'elle peut exercer via les Banques Centrales.

Bien à toi,

Amicalement,

Luniterre

Relire Marx au 21ème siècle

Marx retour à st Simon ?

Par Gérard Bad

Bonjour,

Voici le passage de K.Marx du T III du capital qui me taraude l' esprit,c' est un retour a saint Simon et je pense une interprétation de Engels qui admirait Saint Simon. Friedrich Engels rapprochait l'œuvre de Saint-Simon de celle de Hegel en des termes élogieux : « Hegel fut, avec Saint-Simon, la tête la plus encyclopédique de son temps. » Et il ajoutait : « Nous trouvons chez Saint-Simon une largeur de vue géniale. » En effet, Saint-Simon est le premier à analyser la Révolution française en termes de lutte des classes, en indiquant dès 1802 qu'entre les propriétaires et les non-propriétaires, il y a une « lutte qui, par la nature des choses, existe nécessairement toujours entre eux et vous ».La spécificité de Saint-Simon est d'y opposer la classe des « industriels » (encore dénommés « producteurs » ou « travailleurs » et composés des capitalistes industriels, banquiers, petits entrepreneurs et salariés) qui contribuent à la production sociale à celle des « oisifs » (usuriers, propriétaires terriens ou détenteurs de titres de la dette publique) considérés comme des consommateurs prédateurs. Autrement dit les « actifs » et les « oisifs ». Sachant que le TIII fut organisé et publié par Engels, je pense qu'il y a un problème à ce niveau :

« Transformation du capitaliste réellement actif en un simple dirigeant et administrateur de capital d' autrui et des propriétaires de capital en simples propriétaires, en simples capitalistes financiers. Même si les dividendes qu'ils touchent incluent l' intérêt et le profit d' entreprise, c' est à dire le profit total (car les émoluments du dirigeant sont ou devraient être un simple salaire pour une sorte de travail spécialisé, dont le prix est réglé sur le marché du travail comme pour n'importe quel autre travail), ce profit total ne sera plus perçu que sous la forme de l' intérêt, c' est à dire comme simple rémunération pour la propriété du capital qui est ainsi complètement séparé de sa fonction, dans le procès réel de reproduction, tout comme cette fonction, dans la personne du dirigeant, est séparée de la propriété du capital. Le profit se présente comme simple appropriation de surtravail d' autrui (il ne s' agit plus d' une partie du profit, l' intérêt, qui tire sa justification du profit de l' emprunteur); il résulte de la conversion des moyens de production en capital, c' est à dire leur aliénation, vis à vis des producteurs effectifs, de leur opposition, en tant que propriété étrangère, à tous les individus réellement actifs dans la production depuis le directeur jusqu' au dernier journalier. » *Capital T3,chap.XXVII, p 460/461 ed. Moscou)*

Réponse TML >>>

Bonjour, camarade !

Je viens seulement de trouver tes mails matinaux, sinon carrément « nocturnes », alors que de mon côté, presque aussi matinal, je rédigeais une courte réflexion sur la lecture de Marx au 21^{ème} siècle...

Je te la livre donc telle qu'elle était sur le point de partir, même avant lecture de la citation de Marx qui te « taraude » à ce point...

Comme tu le verras, elle semble en quelque sorte répondre à ton interrogation, pour l'essentiel...

Notamment sur la question du rapport entre valeur d'échange et valeur d'usage chez Marx, et avec la notion de travail productif en général.

Je pense que c'est dans la relation entre ces trois éléments, valeur d'usage, valeur d'échange, et travail productif, que persiste encore une relative confusion dans ton raisonnement.

De ce point de vue, il n'y a donc plus aucun mystère...

Du moins, je l'espère pour toi, car cela est on ne peut plus simple si l'on fait simplement une lecture littérale des textes de Marx, et non pas biaisée par les interprétations dogmatiques qui se sont empilées dessus depuis la publication du Capital...

Pour mieux comprendre, il faut évidemment remettre cette citation dans son contexte, qui est le chapitre XXVII du Livre III du Capital,

« LE RÔLE DU CRÉDIT DANS LA PRODUCTION CAPITALISTE ».

La traduction « marxists.org » (...copie de « La Pléiade » de Rubel?), étant comme d'habitude assez obscure, pour le moins, je me suis donc reporté à <http://inventin.lautre.net/livres/MARX-Le-Capital-Livre-3.pdf>, pages 408-409 du bouquin et page 203 du doc PDF :

« 2° Accélération par le crédit des différentes phases de la circulation, de la métamorphose des marchandises, outre la métamorphose du capital; partant, accélération du procès de reproduction en général. (Par ailleurs, le crédit permet de garder plus longtemps séparés les actes de l'achat et de la vente et sert donc de base à la spéculation.) Contraction des fonds de réserve, ce qui peut être considéré d'un double point de vue: d'une part, comme une diminution du moyen en circulation et, d'autre part, comme la réduction de la partie du capital qui doit toujours exister sous forme argent.

Constitution de sociétés par actions. Les conséquences :

- 1° Extension énorme de l'échelle de la production et entreprises qui auraient été impossibles à des capitaux isolés. En même temps, des entreprises, qui étaient jadis gouvernementales, se constituent en sociétés.
- 2° Le capital, qui repose, par définition, sur le mode de production sociale et présuppose une concentration sociale de moyens de production et de force de travail, revêt ici directement la forme de capital social (capital d'individus directement associés) par opposition au capital privé; ses entreprises se présentent donc comme des entreprises sociales par opposition aux entreprises privées. C'est là la suppression du capital en tant que propriété privée à l'intérieur des limites du mode de production capitaliste lui-même.
- **3° Transformation du capitaliste réellement actif en un simple dirigeant et administrateur de capital d'autrui et des propriétaires de capital en simples propriétaires, en simples capitalistes financiers. Même si les dividendes qu'ils touchent incluent l'intérêt et le profit d'entreprise. c'est-à-dire le profit total (car les émoluments du dirigeant sont ou devraient être un simple salaire pour une sorte particulière de travail spécialisé, dont le prix est réglé sur le marché du travail comme pour n'importe quel autre travail), ce profit total ne sera plus perçu que sous la forme de l'intérêt, c'est-à-dire comme simple rémunération pour la propriété du capital qui est ainsi complètement séparée de sa fonction dans le procès réel de reproduction. tout comme cette fonction, dans la personne du dirigeant. est séparée de la propriété du capital. Le profit se présente comme simple appropriation de surtravail d'autrui (il ne s'agit plus d'une partie du profit, J'intérêt, qui tire sa justification du profit de l'emprunteur); il résulte de la conversion des moyens de production en capital, c'est-à-dire de leur aliénation vis-à-vis des producteurs effectifs, de leur opposition, en tant que propriété étrangère, à tous les individus réellement actifs dans la production, depuis le directeur jusqu'au dernier journalier. »**

Il est donc caractéristique que ce passage se situe précisément dans un chapitre où Marx examine le rôle du crédit sur l'évolution des formes du développement économique industriel de son temps. A noter que concrètement les deux situations sont évidemment compatibles et que le "directeur salarié" est aussi généralement un détenteur de capitaux sous cette forme "nouvelle" que décrit ici Marx, et même de capitaux de l'entreprise ou du monopole qu'il dirige comme "salarié", dans la plupart des cas, avec donc un fort intéressement au résultat de l'entreprise.

Néanmoins il s'agit ici clairement des prémisses de la transition du capitalisme industriel déjà « classique » en ce temps vers la formation des monopoles régis essentiellement par le capitalisme financier.

Aujourd'hui, grâce à Lénine, notamment, nous avons pu comprendre et analyser complètement cette évolution du capitalisme vers le stade impérialiste encore actuel.

Néanmoins, depuis 2008, et définitivement avec la présente « crise du Covid-19 », nous voilà déjà bien avancés sur le seuil d'une nouvelle mutation du système de domination de classe, et il se trouve que le crédit en est encore et plus que jamais le moyen essentiel...

A la suite, et tel quel, mon « précédent » mail, rédigé ce matin à l'aube...

Bien à toi,

Amicalement,

Luniterre

PS: Merci également pour les textes de F. Chesnais, tout à fait intéressants, mais que je n'ai pas encore eu le temps d'étudier suffisamment pour en parler!

MON MAIL "MATINAL" >>>

Bonjour, camarade !

Une précision qui me semble nécessaire sur la lecture de Marx au 21ème siècle...

En effet, tu tentes de résumer :

« Pour qu'il n'y est pas de confusion entre nous sur la pl, pour Marx est productif de pl celui ou celle qui fait fructifier le capital, et donne plusieurs exemples comme celui d'une chanteuse qui chante pour un patron donc salariée, celui d'un instituteur qui travail pour le privé en opposition avec celui qui est payé par l'etat (un mangeur de pl...) »

Alors qu'en fait, selon les passages, Marx parle du travail productif en général ou du travail spécifiquement productif de plus-value dans les conditions concrètes de son époque, celle de la « révolution industrielle »... et du capitalisme industriel encore en pleine phase ascensionnelle.

Il exprime clairement le fait que dans ces conditions seul est productif de plus-value pour le capital le travail productif industriel, stricto sensu, auquel il adjoint néanmoins déjà les activités de transport, qui sont un service complémentaire indispensable mais pas réellement productif au sens strictement considéré pour le reste des activités industrielles.

Alors que d'une manière plus générale, la valeur d'échange est simplement une évolution de forme de la valeur qui se base sur la valeur d'usage. L'échange n'ayant donc lieu au départ qu'entre deux valeurs d'usages avant de prendre une forme monétaire.

Mais fondamentalement l'échange selon Marx, en tant que processus fondateur de la dite valeur d'échange, n'a donc de sens qu'entre producteurs de valeurs d'usage, même si, ultérieurement, par le détour de la monnaie.

L'échange, même très indirect, entre producteurs, reste une des conditions de la circulation du capital nécessaire à la production de plus-value. C'est un des principe qu'il explique et exprime très clairement dès les Grundrisse.

C'est l'un des principes dont l'action se réduit et tend donc même à disparaître totalement avec l'automatisation de la production, ce qu'il explique aussi très bien dans les Grundrisse, et ce que j'ai tenté de te résumer en expliquant tout simplement qu'il n'y a plus réellement d'échange entre le consommateur et la production d'une industrie entièrement automatisée.

C'est une évidence qui n'a pas échappé à M. Hervé Hum, par exemple, qui a pourtant jusqu'ici eu beaucoup de mal à s'éclaircir les idées sur toutes ces questions. (<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/05/02/de-la-source-economique-du-nouveau-pouvoir-des-banques-centrales/#comment-7635>)

Néanmoins, cela ne va pas encore chez lui jusqu'à la compréhension de la valeur d'utilité marginale, pourtant nécessaire à la compréhension d'un système industriel monopoliste, et surtout, entièrement automatisé, tel qu'il se profile déjà dans bien des secteurs de la production.

Pour la bourgeoisie, l'utilité immédiate de la théorie de la valeur-travail a commencé à s'estomper dès les débuts balbutiants de l'automatisation industrielle, ce qui a donné naissance à la théorie néoclassique de l'utilité marginale.

L'utilité immédiate de cette théorie étant déjà de trouver une issue à la baisse tendancielle du taux de profit. Mais elle n'est évidemment pleinement opérationnelle qu'en situation de monopole, et même, de monopole absolu.

Ce qui n'était toujours pas complètement advenu dans le dernier quart du 20ème siècle, malgré les progrès déjà foudroyants de l'automatisation et la réduction drastique de la part du travail vivant dans la production industrielle, et avec elle, la réduction drastique de plus-value industrielle au sens classique du terme.

La théorie dite des « chaînes de valeur » est en quelque sorte une théorie hybride qui, à la fois, réintègre le rôle du travail productif industriel et tente d'y assimiler au maximum les activités de services périphériques. Mais finalement non pas pour les développer en tant que travail humain, bien évidemment, mais bien au contraire pour les « réduire » en tant que « coûts » de production...

Pour cette approche « théorique », c'est bien la machine qui est productive de valeur, et non pas le travail humain. Or à l'évidence, ce qui sort d'une chaîne de production entièrement automatisée reste incontestablement une valeur d'usage...

Le problème du capital restant donc toujours qu'elle n'a plus de valeur d'échange, mais bien seulement une valeur d'utilité marginale !

D'où la nécessité absolue, pour la classe dominante, d'en organiser le monopole absolu, avant l'échéance de la disparition complète du travail productif humain...

La disparition progressive de la valeur d'échange implique donc inévitablement la monopolisation du crédit (et donc de la création monétaire), seule garantie possible du monopole des valeurs d'usage, c'est à dire, du point de vue de la domination de classe, du monopole de de leur transformation en valeurs d'utilité marginale.

La dette, publique et/ou privée, est la seule laisse par laquelle la classe dominante peut encore tenir l'ensemble du système social et de l'appareil productif entre ses mains. Et à ce stade, à l'évidence, peu importe le taux d'intérêt... Même un taux « négatif » reste une laisse efficace de domination, par la maîtrise de la création et de la circulation monétaire.

Bien à toi,

Amicalement,

Luniterre

Conclusion provisoire

par Gérard Bad

Je retiens donc ce qui me semble être ta thèse, il faudrait développer avec des exemples, sur ce sujet Tom Thomas, un ML que je considère positivement et avec qui je correspond, a publié notamment "l'hégémonie du capital financier", mais aussi Loren Goldner qui fait partie de notre mouvement a lui aussi une bonne connaissance de Marx, si tu ne les connais pas je te ferai parvenir les liens.

« La disparition progressive de la valeur d'échange implique donc inévitablement la monopolisation du crédit (et donc de la création monétaire), seule garantie possible du monopole des valeurs d'usage, c'est à dire, du point de vue de la domination de classe, du monopole de de leur transformation en valeurs d'utilité marginale.

La dette, publique et/ou privée, est la seule laisse par laquelle la classe dominante peut encore tenir l'ensemble du système social et de l'appareil productif entre ses mains. Et à ce stade, à l'évidence, peu importe le taux d'intérêt... Même un taux « négatif » reste une laisse efficace de domination, par la maîtrise de la création et de la circulation monétaire. »



*Sachez-le toujours
le cœur profond reprend
la phrase interrompue
Du moment que jusqu'au bout
de lui-même le chanteur
a fait ce qu'il a pu
Louis Aragon*